

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 13 JUILLET 1976

N° 233 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire n°56942

Durafour
continue :

A Poclain (Oise)

4 SYNDICALISTES
LICENCIÉS

voir p. 4

**Aucun complot, aucun Septembre Noir
ne brisera**

la Révolution Palestinienne

A TALL ZAATAR

21^{EME} JOUR DE RESISTANCE

Le camp de Tall Zaatar résiste héroïquement à l'agression des forces réactionnaires libanaises et syriennes. Plusieurs fois déjà, la radio phalangiste avait annoncé sa chute mais toutes les fois, il a fallu que les réactionnaires reculent dans leurs déclarations mensongères devant la résistance acharnée des 10 000 combattants du camp, soutenus par l'ensemble des habitants du camp. Cinquante deux offensives ont déjà été lancées contre ce camp et toutes ont échoué. Malgré le blocus imposé par les forces syriennes qui empêche le passage des ambulances pour transporter les blessés, qui sont de plus en plus nombreux, les habitants de Tall Zaatar ont gardé leur courage et s'opposent par toute leur force aux forces qui cherchent à les massacrer.



suite p. 7

Chamoun, chef fasciste libanais, a déclaré qu'il n'arrêterait pas les combats avant que Tall Zaatar

ne tombe entre leurs mains et que la montagne soit «débarassée» des forces patriotiques, ce qui

montre clairement le plan de partition du Liban que les fascistes préparent avec le régime syrien.

A St Denis

GILLES, OUVRIER DE 17 ANS, POURSUIVI PAR LES FLICS, EST ABATTU

Gilles Olivier, jeune ouvrier de dix sept ans, est mort. Pendant toute la nuit de vendredi à samedi, il a agonisé devant une école de St Denis, une balle dans les reins. C'est un flic qui l'a tué, parce que c'était un jeune, parce qu'il était du «Vert Galant», une cité de St Denis où sont regroupées des familles populaires en difficulté. Une cité que la police considère comme un «foyer de délinquance». Aujourd'hui, elle est en ébullition. Ses habitants n'hésitent pas à dire que ce meurtre a été prémédité. Ils exigent que toute la vérité soit faite. Ils sont prêts à se battre, ils refusent l'insécurité sciemment organisée contre eux.

Lundi, 12 heures, devant une barre de la cité, un attroupement dense. Il y a des jeunes, des mères de famille, des travailleurs de la cité. Tous connaissent Gilles Olivier, dit «Olive». Il n'habitait pas la cité, mais y avait ses copains. «Si vous voulez dire la vérité, dites qu'ils l'ont assassiné, cet enfant. Il n'y a pas de grâce à leur faire», nous dit tout de suite une mère de famille, en montrant le journal France-Soir, dont le récit sort directement du commissariat. Car selon lui, Gilles aurait été atteint par une balle tirée par un policier, après les sommations d'usage, et parce qu'il aurait attaqué un autobus.

La vérité, la voici, racontée par un jeune qui était avec Gilles, vendredi soir : «On était à la fête, sur la place du 8 Mai, à St Denis, on s'amusa aux auto-tamponneuses. Il était à peu près une heure du matin. Les flics sont arrivés avec une voiture et un car. On a continué. Puis, ils sont venus vers nous. On a compris qu'ils nous cherchaient des ennuis, une fois de plus, alors on est parti. Tout de suite, ils nous ont couru après, et ils ont commencé à tirer, les balles sifflaient. Ils tiraient sur tout le monde. J'ai réussi à me cacher, ils ont continué à poursuivre les copains dans les ruelles».

suite p. 6

**A PARTIR DE DEMAIN, DANS VOTRE
KIOSQUE, LE QUOTIDIEN DU PEUPLE
MAGAZINE**

56 PAGES - PRIX : 4 F

En parcourant le sommaire :

- Rencontres, coordinations des luttes : le pays fougereais veut vivre (5 mois de lutte chez Réhault) ; Bourgogne-Electronique ; Péage de Roussillon : «où aller quand on a 47 ans ?» ; la France à l'heure de la «société libérale avancée»...
- On en parlera encore à la rentrée : la conférence des P.C. européens, ce que Giscard nous prépare...
- Sécheresse : les profiteurs de l'eau ; à Couéron, les paysans contre les accapareurs de foin...
- Interview d'un responsable du bureau de l'OLP à Paris : «même si Tall Zaatar tombe» ; des enfants du pays minier dessinent pour Tall Zaatar ; Afrique du Sud : témoignages ; l'«été polonais» ; Turin : le revers des cartes postales...
- Vacances : d'où vient l'isolement dans un camping ? Conseils pour les vacances.
- Théâtre, littérature... «l'histoire des bonnets rouges».

Le Quotidien du Peuple reparaitra
à partir du lundi 23 août

Séville, Pampelune,
Bilbao, Barcelone,
Madrid...

L'ESPAGNE MANIFESTE POUR EXIGER L'AMNISTIE

voir p. 8

Réunion du Conseil
de l'Europe

NOUVEAU PAS VERS L'EUROPE ATLANTISTE ?

voir p. 3

INTERNATIONAL

CATALOGNE: L'AMNISTIE ET LA LIBERTE D'ABORD !

INTERVIEW DE M. JOSEPH TARRADELLAS PRÉSIDENT DE LA GÉNÉRALITÉ DE CATALOGNE

Le retour au statut d'autonomie de 1932 comme premier pas vers le plein exercice du droit à l'auto-détermination, c'est la revendication unitaire fondamentale des forces de l'opposition démocratiques en Catalogne.

M. Joseph Tarradellas, élu en exil président de la «Généralité» (c'est-à-dire l'Etat catalan autonome constitué sous la deuxième République espagnole) s'en trouve investi d'une importante responsabilité.

Il est représentatif de la composante nationale et démocratique dans la lutte contre le fascisme. Et sa position lui confère un rôle de premier ordre dans la réalisation de l'unité des forces politiques catalanes contre le fascisme, c'est à ce titre que nous lui donnons la parole.

—Quotidien du Peuple : Quelle est la place de la lutte du peuple catalan dans l'ensemble des luttes des peuples d'Espagne ?

—R. : La Catalogne a toujours été à l'avant-garde de la lutte contre le fascisme. Si l'on excepte toutefois le Pays Basque, qui a toujours lutté avec beaucoup de détermination.

C'est si vrai que, le jour où la Catalogne est tombée, c'est toute l'Espagne qui est tombée. Cela peut paraître un peu chauvin de dire cela mais, aujourd'hui encore, si la Catalogne ne prend pas en mains la lutte contre le régime, cela n'ira pas. Il en a toujours été ainsi.

La Catalogne a une constitution, un drapeau, un hymne national et un Président. Il n'y a pas une force politique qui ne les reconnaissent, il n'y a pas une manifestation qui ne

se fasse sous l'égide de ces quatre choses très importantes.

Cela est un très grand avantage pour nous et aussi pour le mouvement démocratique espagnol et j'espère que notre exemple et notre foi lui permettront de prendre une direction plus forte et plus déterminée que jusqu'à présent.

—QdP : Pour les Catalans d'aujourd'hui, que représente la «Généralité» ?

—R. : C'est la représentation du pays. J'ai eu l'occasion de déclarer, dans de récentes interviews publiées par la presse catalane et madrilène que je ne rentrerai pas, si ce n'est en tant que président de la Catalogne. Si cela n'est pas possible, eh bien je mourrai ici et serai enterré à St Martin le Beau. Là-dessus, je serai intransigeant.



«Ceux qui font la politique du néo-franquisme»

L'opposition espagnole elle, a eu le défaut de rentrer au pays. Je ne parle pas, bien sûr, de ceux qui n'étaient investis d'aucune responsabilité, mais les députés, les ministres, cela a fait beaucoup de mal. Ces gens là utilisent mal cette représentation puisque sans le vouloir, ils font la politi-

que, je ne dirai pas du franquisme, mais du néo-franquisme.

—QdP : Un parti de la bourgeoisie catalane a demandé au roi de rétablir la Généralité. Qu'en pensez-vous ?

—R. : Ce n'est pas exactement cela, le parti

EDC de Trias Fargas a écrit au roi pour lui demander d'annuler le décret pris par Franco pour

suspendre la Généralité. Naturellement, on ne lui a pas répondu.

soit ministre de la monarchie : d'abord l'amnistie, ensuite la liberté de la

Catalogne, surtout l'amnistie. Après on pourra en parler.

Pour une démocratie provisoire de Catalogne

—QdP : Vous avez fait récemment une proposition à l'ensemble des forces politiques catalanes ; pourriez-vous l'expliquer ?

—R. : Oui. Ce n'est pas une idée neuve. On m'a critiqué parfois parce que je ne faisais pas de gouvernement, en exil, à l'instar du gouvernement basque ou de celui de la République Espagnole. Je m'y suis toujours opposé parce que je pense que les gouvernements doivent être faits à l'intérieur du pays. De plus, je ne me sens pas le droit de décider unilatéralement qui doit gouverner. Je ne suis pas retourné dans mon pays depuis trente sept ans, ce serait donc ridicule. Mais aujourd'hui, il est possible de dépasser cette situation, et j'ai proposé il ne s'agit que d'une proposition de constituer une assemblée nationale provisoire dont les membres seraient nommés par moi-même sur proposition des forces politiques et sociales de Catalogne. Cette assemblée qui serait composée sans aucune discrimination d'aucune sorte, prendrait la suite des deux organismes actuels qui sont l'assemblée de Catalogne et le conseil des forces politiques. Toutefois, je tiens à dire que ceux-ci ont donné jusqu'à présent une image très positive de la Catalogne et doivent continuer d'exister tant que cette assemblée nationale provisoire ne sera pas un fait.

—QdP : Quelles réactions cette proposition a-t-elle suscitée ?

—R. : La seule réponse négative que j'ai eue est



venue du PSUC (révisionniste NDLR) et de l'UDC (démocratie chrétienne) de façon un peu moins tranchée. Mais j'espère que ces réponses sont provisoires et pour le reste les réactions sont positives.

Tout cela a suscité un débat extrêmement vif qui n'est pas prêt de se conclure. Pour le moment, cela dépend uniquement des forces de l'intérieur car je ne saurais imposer quoi que ce soit.

«Le problème en Espagne, ce n'est pas seulement le gouvernement, c'est aussi l'opposition...»

—QdP : Que pensez-vous du nouveau gouvernement de Madrid ?

—R. : Je suis content, je trouve cela bien. Quand j'ai dit cela la première

fois, personne ne comprenait. Mais je trouve ça bien parce que maintenant les choses sont plus claires, l'échec des messieurs Fraga, Motrico, cela va obliger l'opposition à avoir une attitude essentiellement politique et de combat.

fois, personne ne comprenait. Mais je trouve ça bien parce que maintenant les choses sont plus claires, l'échec des messieurs Fraga, Motrico, cela va obliger l'opposition à avoir une attitude essentiellement politique et de combat.

Le problème, en Espagne, ce n'est pas seulement le gouvernement, c'est aussi l'opposition qui n'arrive pas à trouver un terrain d'unité pour combattre le régime dans une attitude ferme. A peine Franco mort, il semble que l'on soit prêt à oublier les milliers de personnes emprisonnées, ceux du procès de Burgos qui attendent encore, les ouvriers qui subissent la crise la plus grave, et on va discuter avec ces messieurs.

A mon avis, on ne devrait pas accepter d'avoir de contacts avec ces gens-là tant que l'amnistie n'a pas été décrétée.

Et maintenant, voilà l'opposition chagrinée parce qu'on ne fait pas ministre M. Fraga et M. Motrico... Ce n'est pas sérieux.

Mais je crois que maintenant, cette époque est finie, certains vont être obligés de changer. Nous sommes de plus en plus nombreux à dire que cela ne peut pas continuer comme ça, en visitant les

ministres, en faisant des réceptions à l'étranger pour dire que nous sommes tous unis... Et le peuple aussi se rend compte que l'on ne peut

pas accepter tranquillement de perdre son temps, il faut lutter.

—QdP : Comment vous situez-vous par rapport à la Révolution ?

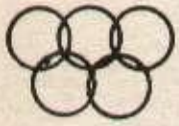
—R. : Je ne suis pas communiste et même pas socialiste, mais en tant que chef du gouvernement de la Généralité, j'ai signé les décrets de collectivisation* qui font si peur aujourd'hui à notre bourgeoisie.

J'ai dit que l'une des premières choses à faire par un gouvernement démocratique serait de nommer une commission pour déceler l'origine des fortunes qui ont pu se constituer durant ces années de dictature.

Mais je ne suis pas partisan de faire la Révolution dans un pays comme le nôtre, je crois qu'il faut en finir mais qu'il y a d'autres moyens que la violence : faire l'unité du pays, l'unité des gens qui veulent changer les choses en leur donnant une direction claire.

propos recueillis par Frédéric FERRER

* Ces décrets organisaient la gestion ouvrière des entreprises après la fuite massive de la bourgeoisie catalane qui, après le soulèvement franquiste avait massivement rejoint le camp fasciste.



«LA PLUS GRANDE OPÉRATION POLICIÈRE JAMAIS DÉPLOYÉE AU CANADA»

Carlos aurait été vu au Canada, des Palestiniens prépareraient un attentat... C'est sur ce genre de rumeurs lancées et entretenues par la presse gouvernementale que s'appuient les autorités canadiennes pour justifier le déploiement policier qui accompagne la préparation et le déroulement des jeux Olympiques de Montréal. Sous prétexte d'éviter un nouveau Munich, dix sept mille militaires et policiers ont été mobilisés pour les jeux, le budget sécurité des jeux s'élève à cinq milliards anciens.

Depuis février, a été promulgué une loi dite temporaire sur «la sécurité de l'immigration». L'entrée des immigrants et en particulier des immigrants qui ont le teint basané est étroitement contrôlée par la police. Tout voyageur qui «semble avoir des intentions terroristes» est immédiatement refoulé même si ses papiers sont parfaitement en règle. La surveillance de la frontière avec les USA est confiée à la police américaine. La collaboration avec la poli-

ce US ne s'arrête pas là puisque des conseillers US sont venus au Canada instruire leurs collègues canadiens, des policiers sionistes également ont été appelés pour faire part de leur expérience dans la répression. Et pour parfaire ses connaissances, la police canadienne a envoyé certains de ses membres faire des stages en Allemagne. Des commandos de choc spécialement entraînés ont été constitués : huit groupes «alpha» de six policiers super

entraînés. Le village olympique, entouré d'une palissade de barbelés avec seulement six ouvertures est surveillé en permanence par sept cents militaires et des tireurs d'élite.

Les jeux olympiques ont également été l'occasion pour la police de constituer de nouveaux fichiers et d'améliorer les anciens. Plusieurs centaines de militants révolutionnaires ont reçu la visite de la police, pour un interrogatoire. Les quartiers arabes et immigrés des grandes villes sont sous surveillance policière renforcée. Des dizaines de perquisitions ont été effectuées.

«Munich 1972. Matthews vainqueur du 400 m lève le poing. On lui retirera sa médaille d'or».

Les jeux olympiques terminés, il est évident que le déploiement policier ne sera pas annulé. En réalité, la bourgeoisie profite de ces jeux pour renforcer sa répression et sa surveillance des travailleurs et des organisations révolutionnaires, car dans la dernière période, les luttes se sont multipliées. Toutes les mesures répressives qui ont été prises même celles dites provisoires seront maintenues. «La plus grande exploitation jamais déployée au Canada» comme l'a dit le directeur de la «revue de la sûreté du Québec» est destinée à se poursuivre.



«L'APOLITISME» DU C.I.O.

Le Comité International Olympique, organisateur des Jeux Olympiques, se dit apolitique et se plaint que des questions politiques apparaissent de plus en plus au cours des Jeux Olympiques, comme en 68 à Mexico lorsque les athlètes noirs américains lèveront le poing pour exprimer leur révolte contre la discrimination raciale aux USA, ou comme à Munich lorsqu'un commando palestinien enleva des athlètes israéliens. Cette année, le Comité International Olympique est entré en conflit avec le Canada qui refusait leur visa d'entrée aux athlètes de Taïwan qui prétendaient représenter la Chine, alors que la République Populaire de Chine est encore tenue écartée des jeux ; il a finalement dû céder. D'autre part, la

Tanzanie puis l'Ile Maurice ont refusé de participer aux Jeux en application des recommandations de l'Organisation de l'Unité Africaine qui a demandé à ses membres de boycotter les Jeux Olympiques contre la présence de la Nouvelle Zélande qui entretient des relations sportives avec l'Afrique du Sud, pays de l'apartheid. Le C.I.O. proteste contre la politisation des Jeux, mais quelle politique pratique-t-il ? Il refuse la participation de la Chine, son avant dernier président Avery Brundage était un chaud défenseur de l'Afrique du Sud raciste. Il a sanctionné les athlètes noirs américains qui avaient levé le poing à Mexico et ceux qui avaient baissé la tête lors de l'hymne américain à Munich.

LES FASCISTES DANS LA FORMATION CONTINUE

Au 199, boulevard St Germain à Paris, existe un institut agréé par le ministère de l'Education Nationale sous le numéro 357. Créé pour la formation permanente chère à M. Stoléru, cet institut, qui a pour clients des entreprises nationalisées telles que l'Aérospatiale, le Crédit Agricole, Air France, la Compagnie Française de Raffinage, les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, est dirigé par Georges Albertini, ancien bras droit de Marcel Déat, pro-nazi, directeur du journal «L'œuvre» pendant l'occupation, fondateur du groupement fasciste le RNP et bien sûr ministre de Pétain. Si Déat a disparu, son fidèle lieu-

tenant Albertini a fait son chemin, il est aussi conseiller politique à la banque Worms et grand copain de Pierre Juillet, Jacques Chirac et Edgar Faure.

Mais revenons à l'«institut supérieure du travail» c'est ainsi qu'il se nomme, et qui a pour vocation la formation des cadres face aux problèmes sociaux et syndicaux dans l'entreprise.

M. Albertini s'est entouré de professeurs qui sont Claude Hamel qui sévit comme directeur de la revue anti-communiste Est-Ouest, et qui est aussi ancien militant du RNP de feu Déat, Alain Dauphin-Meunier décoré du mérite

espagnol par Franco et qui dirigeait sous l'occupation l'école supérieure d'organisation professionnelle, Alain Madelin, avocat responsable national au parti de Giscard et ancien d'Occident, et Georges Lefranc, chef de cabinet au ministère du Travail de Vichy et homme à tout faire du renégat René Belin.

François Ceyrac, le patron des patrons ne pouvait manquer d'appuyer un tel organisme ; c'est ce qui se fait le plus à droite du patronat français qu'il a envoyé participer à cette opération : M. Dubosville de l'union des industries métallurgiques et minières ainsi que Paul Antona de la fédération patronale du

bâtiment secondent les cinq professeurs.

L'ancienne collaboration se porte bien. Après Robert Hersant qui monte son empire de presse grâce à l'appui financier du régime, c'est aujourd'hui la formation professionnelle qui devient un lieu de prédilection des anciens nazis. Et pour eux, une belle source de financement lorsque l'on sait qu'un stage de quatre jours dans cet officine coûte trois mille francs, c'est-à-dire 750 francs par jour.

Roger Harseyne

Réunion du Conseil Européen LE MINIMUM GARANTI DE L'EUROPE CAPITALISTE

Le conseil européen (réunion régulière des dirigeants des Neuf) a commencé hier ses travaux qui se poursuivront aujourd'hui à Luxembourg. Le dernier conseil s'était réuni en avril : son bilan avait été extrêmement mince. Les Neuf, rappelons-le, n'avaient même pas pu s'entendre sur la rédaction d'un communiqué commun. La discussion du fameux rapport Tindemans avait été évacuée, tant les divergences étaient grandes à son sujet.

Le point central, d'ailleurs, qui est discuté, est resté le même : c'est l'organisation de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Rappelons que les Neuf se sont mis d'accord au sommet de Rome pour le principe de cette élection. Ils n'ont pas pu cependant jusqu'à présent, se mettre d'accord sur la répartition du nombre de sièges. Plusieurs projets s'affrontent, qui semblent, pourtant cette fois-ci, devoir permettre un compromis. Depuis le sommet d'avril, il y a eu les rencontres des trois chefs d'Etat français, allemand et britannique, qui ont, paraît-il permis un compromis «à l'allemand». Bien que lors du sommet de Hambourg, rien de précis n'ait filtré, les observateurs bourgeois pensent que le projet adopté entraînerait le doublement du nombre actuel des sièges, en rajoutant six sièges pour les «grands» pays et en enlevant six pour les «petits».

Bien entendu, les rapports de force entre les pays différents conditionneront le choix final.

L'ENJEU DE L'ÉLECTION

L'enjeu de cette élection est, rappelons-le, fort simple : il s'agit, en lui donnant plus d'importance, de préparer l'accroissement des pouvoirs du Parlement européen, d'en faire une chambre-relai de l'atlantisme et le canal par lequel le «modèle allemand» pourrait s'imposer à l'ensemble de l'Europe. Bien entendu, ce projet fait fi de la résistance des masses en Europe.

A Luxembourg, les dirigeants européens feront également le point de l'avance des travaux concernant le

fameux «rapport Tindemans». Celui-ci n'a plus été discuté, mais ses protagonistes atlantistes entendent bien ne pas le laisser mourir : ce rapport prévoit, en ces points principaux, le renforcement des institutions européennes (le développement de leur pouvoir supranational), et l'alignement des politiques étrangères, des politiques militaires, de façon progressive, sur un mode atlantiste.

D'autres points, enfin, secondaires, seront discutés, comme le remplacement d'Ortoli (certainement par l'Anglais Jenkins) à la tête de la commission de la CEE.

BLOCAGE DE LA CEE

Cette réunion du Conseil européen baignera dans l'ambiance persistante de blocage de la CEE, qui se poursuit depuis l'an dernier ; absence, tout d'abord, de politique économique et monétaire commune, qui produit, vingt ans après la création de la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier), un retour au cartel de l'acier allemand ; absence de politique agricole commune, et de consensus sur la construction européenne.

Certes, les hommes qui se réunissent à Luxembourg ont des points communs : tous des exploiters des peuples européens, leur objectif principal est de faire payer la crise aux classes ouvrières de leurs pays ; par ailleurs, ils se mobilisent et s'entendent parfaitement pour renforcer leur coordination policière.

Mais, il n'y a rien là, au contraire, de nouveau. Ça n'est qu'une espèce de minimum garanti de l'Europe réactionnaire.

Paul LEFORT

SUCCÈS DE LA JOURNÉE ANTI-RÉPRESSION DE LORIENT ! LIBÉREZ LE GAL, toujours détenu à Fresnes !

Selon la coordination des comités de soutien à Romain Le Gal, la journée anti-répression organisée dimanche à Lorient avec les comités bretons anti-répression a rassemblé environ un millier de personnes. Etaient présents par des stands de nombreux comités, dont un comité de soutien aux Basques de l'île de Ré, un groupe de l'usine des Batignolles (Nantes), qui présentait un sketch, le collectif anti-CFT de Rennes, les comités anti-répression (de Vannes, en particulier) des insoumis, les comités anti-fascistes constitués autour de Roux et Colomb, ainsi que Arnulf et Sénéchal. Lors de cette journée, de nombreuses cartes postales éditées pour exiger la libé-

ration de Le Gal ont été vendues, et des interventions du PSU, de l'HR, de la LCR ont été faites.

La coordination des comités de soutien se réunira cette semaine pour tirer le bilan de la journée, et définir les modalités de poursuite de la lutte.

Cet été, la mobilisation doit se maintenir : la Cour de Sécurité de l'Etat vient de rejeter la troisième demande de mise en liberté provisoire posée par ses défenseurs. Ainsi, Le Gal restera détenu pendant au moins deux mois supplémentaires, alors que le dossier d'instruction est vide ! Il s'agit là d'une décision grave pour nos droits. Il faut la briser !

INFORMATIONS GÉNÉRALES

SÈCHERESSE... SÈCHERESSE... SÈCHERESSE... SÈCHERESSE..

DANS LE NORD UN MOYEN D'ÉLIMINER LES PETITS PAYSANS

A une trentaine de kilomètres de Lille, la vallée de la Scarpe, est une zone d'élevage. Le Quotidien du Peuple est allé y enquêter sur les conséquences de la sécheresse.

«Nous sommes dans une zone plutôt favorisée» dit le président de la fédération locale de la FNSEA. La région a souvent souffert d'inondations. Cette année, le rendement de la betterave sucrière (que nous utilisons également pour nourrir nos bêtes) s'il ne pleut pas d'ici une dizaine de jours, sera de dix tonnes par hectare au lieu de 35. Les fourrages de l'hiver dernier sont terminés, et nous devons donner aux bêtes les foin réservés à l'hiver prochain parce que l'herbe des champs est trop maigre.

Mettre en cause uniquement la fatalité, ce n'est pas l'avis de tous les paysans. Ainsi, ce jeune paysan qui élève 14 vaches sur les 26 hectares qu'il loue: «Les conséquences de la sécheresse? On veut tout faire pour nous abattre. Dans huit jours, je devrais entamer la réserve de foin. Je vais devoir vendre une vache car je ne peux plus la nourrir. La sécheresse (comme les inondations l'année dernière) permet de faire un tri chez les

petits paysans. Cette année, ce sont ceux qui ont le plus de têtes de bétail qui sont touchés.

A la coopérative, en réunion, nous les petits paysans, à 18 heures, on regarde la montre parce que c'est l'heu-

re de la traite. On voit bien que les gros producteurs ne s'inquiètent pas. Ils ont des vachers...»

Que faire? «Dans le syndicat, on n'est pas souvent entendus. Moi, je suis pour les ventes sauvages, comme cela s'est fait, il y a quelques années dans Douaisis. C'est une façon d'expliquer aux gens nos problèmes.»



DANS LE MAINE ET LOIRE

La sécheresse n'est pas une fatalité naturelle. Les ressources en eau ne font pas défaut, mais le gouvernement n'a jamais mis en œuvre les moyens pour les utiliser.

Ce sont les petits paysans qui sont les plus touchés par la baisse des réserves d'eau. A Longué, un ruisseau a été dévié pour alimenter une fabrique de quincaillerie qui souffrait d'une pénurie d'eau. Cela, au détriment des petits agriculteurs. Dans certains villages, des mesures draconiennes ont été prises pour limiter la consommation de l'eau chez tous les usagers pendant que les jardins de la ville d'Angers sont arrosés continuellement. Prestige oblige!

Il y a quelque temps, des mètres cubes d'eau ont été envoyés vers la mer pour le passage aux écluses de la navigation de plaisance! Les rivières n'ont donc pas été gardées à un certain niveau pour la sécurité de l'approvisionnement.

Un paysan témoigne: «La sécheresse, nous la sentons durement. L'autre jour, de gros nuages apparaissaient au-dessus de nos terres. L'orage était imminent. Tout à coup, de puissants canons anti-grêle ont chassé les nuages et l'orage à plus de 50 kms.»

A qui appartiennent ces canons anti-grêle?

A de très gros exploitants, rapatriés d'Afrique du Nord qui ont mis à jour de très grosses réserves d'eau. Cela coûte cher mais ils ont de gros moyens. Cette manœuvre contribue à ruiner les paysans des alentours privés d'eau.

EN SAÔNE ET LOIRE

«Nous avons constaté dans une petite commune de Saône et Loire que sur 300 mares, étangs et petits lacs, il n'en reste plus que deux aujourd'hui. Pourquoi ceci?»

Les paysans qui possédaient des retenues d'eau ont eu des bâtons dans les roues. Lorsqu'il y avait des constructions de route, les paysans devaient apporter des garanties comme quoi l'eau de la mare ou de l'étang n'inonderait pas la route, même distante de 6 km.

Pour faire des retenues d'eau, l'administration demande des tas de papiers avant de délivrer un permis où on calcule la pression de l'eau sur les parois de la retenue, exactement comme s'il s'agissait d'un barrage. Les retenues d'eau alimentant le canal du Centre ont été délaissées par la société qui gère le canal. Il n'en reste que quelques unes, ceci parce que cela revenait trop cher vu la baisse du trafic sur le canal (transports routiers). Entre Nevers et Chalon, il est envisagé de fermer le canal du Centre, pour manque d'eau.

Pourquoi les nappes d'eau souterraines ne sont-elles pas utilisées?

Le propriétaire du sol n'est pas le propriétaire du sous-sol. Au delà de 19m de profondeur, une loi prévoit que l'Etat est propriétaire du sous-sol. Bien souvent quand on creuse un puits, il faut aller plus bas. Aucune politique d'irrigation n'a été définie par le gouvernement. Au contraire, des ennuis ont été occasionnés régulièrement à ceux qui construisaient des puits.

Corr. Saône et Loire

LUTTES OUVRIÈRES

Un ouvrier assassiné à Delattre (Nancy)

MOBILISONS-NOUS POUR LA SÉCURITÉ

Tous les témoignages le confirment, la mort de Patrick, ouvrier ajusteur de 23 ans, n'a rien à voir avec la malchance. Ce qui est arrivé aurait pu arriver à un autre ouvrier, car il n'y a pas de sécurité à Delattre. Même le patron n'a pas osé soutenir la thèse de la fatalité.

COMMENT CELA S'EST-IL PASSÉ ?

Mardi 6 juillet, en fin d'après-midi, 3 ouvriers de l'équipe entretien étaient chargés de remplacer un galet sur des voies de roulement du pont roulant qui dessert le parc à feraille. Alors qu'ils venaient de monter sur la voie de roulement, avec un de ses camarades, Patrick est tombé d'une hauteur de sept mètres, pour s'écraser par terre sur des plaques métalliques.

A-t-il eu un malaise? Une insolation? A-t-il trébuché dans une cornière? Le problème n'est pas là. S'il avait eu une ceinture de sécurité, il ne serait pas tombé. Pourquoi n'avait-il pas de ceinture? Parce qu'une ceinture, il faut pouvoir l'accrocher quelque part, mais où? Il n'y a pas de rembarde, aucune protection le long de la voie de roulement et rien n'est prévu pour ça. Pourtant quelques semaines avant l'accident, un contrôle de sécurité avait recommandé l'équipement des ponts à Delattre de façon à pouvoir y assurer la sécurité des ouvriers...

ON NE VEUT PLUS D'ASSASSINAT À DELATTRE !

Que répond la patron face à la mise en évidence de son entière responsabilité? «Ça n'était pas possible, on n'a pas de crédits». Et pourtant, M. Blanchetot, des crédits vous en avez pour agrandir les grands bureaux de la direction! Mais les ouvriers de chez Delattre ne l'entendent pas de cette façon. Leur réaction a été immédiate: l'équipe d'entretien s'est aussi mise en grève et le jour de l'enterrement, la majorité de l'usine débrayait à l'appel des syndicats CGT et

CFDT et se rendaient nombreux à l'enterrement, jeudi matin.

Ce n'est pas le premier assassinat d'un ouvrier à Delattre. Il y a 4 ans, Jean-Paul, un ouvrier soudeur est mort asphyxié, en soudant à l'intérieur d'une cuve. Il n'y avait pas d'aspirateur pour évacuer les gaz de soudure très toxiques; la direction avait alors contesté l'accident du travail en prétendant qu'il avait été victime d'un malaise. La famille avait porté plainte et demandé une autopsie dont elle n'a jamais eu le résultat. Mais cette fois, la volonté de faire la vérité, d'obtenir justice, est très forte dans l'usine.

PAS DE SÉCURITÉ, PAS DE TRAVAIL !

La mort de Patrick a révolté tous ses camarades de travail. Les ouvriers de l'entretien montrent la voie à suivre. En grève depuis l'accident, ils refusent de travailler dans de telles conditions. A ce sentiment de colère et d'accusation contre elle, la direction s'affole, elle convoque les délégués,

fait descendre le grand patron. Qu'est-ce qui pousse la direction dans ce sens? C'est la peur: «Je ne veux pas aller en prison pour vous» déclarait cyniquement le patron aux gars de l'entretien. Oui, devant la colère des ouvriers, la direction est prête à faire des reculs: déjà, elle vient d'annoncer «après l'accident» qu'elle abandonnait la plainte pour «séquestration» lors de la grève d'octobre 75, plainte qui avait amené la convocation de 11 ouvriers et délégués au commissariat, début juin.

Mais en même temps que les concessions, la direction tente aussi toutes sortes de manœuvres, comme de faire retomber la responsabilité de l'accident sur un contremaître. Mais nous ne la laisserons pas manœuvrer: la famille a porté plainte et la CGT annonce qu'elle va se porter partie civile.

MOBILISER TOUS LES OUVRIERS POUR L'INCULPATION DU PATRON ET POUR LA SÉCURITÉ

LE PCF TEND LA MAIN... AUX FANTOCHES CAMBODGIENS

C'est bien connu, le PCF mène une laborieuse campagne pour gonfler les rangs de ses cellules d'entreprise. Des campagnes d'adhésions qui, au demeurant ont aussi pour but de compenser un nombre équivalent de départs. Pour aider au racolage, il édite chaque mois une feuille («Action») dont la forme et le goût immodéré pour les titres-choc ne sont pas sans rappeler «le Meilleur» et les autres torchons à scandale... Ainsi, dans la livraison de juin de cet étalage de boniments révisionnistes, la «cellule Chaussen» de Genevilliers s'enthousiasme pour ses efforts de recrutement en direction des travailleurs immigrés: «Ils comprennent que nous ne les tenons pas à l'écart», confie un des militants qui s'empresse d'ajouter: «On a même vu adhérer

huit Cambodgiens qui avaient fui le nouveau régime de leur pays...!»

C'est cela aussi la fameuse politique «d'ouverture» du PCF: la «main tendue» à quelques fuyards, traîtres à leur patrie pour la plupart, qui se sont corrompus dans les eaux fangeuses du régime fasciste de Lon Nol avant que le peuple khmer ne mette fin à ce régime vendu aux Américains et n'entreprene de reconstruire un Cambodge libre et indépendant. Du coup, on voit ce que valaient les protestations vertueuses de «l'Humanité» il y a quelques mois quand toute la presse bourgeoise se répandait en calomnies sur le nouveau régime cambodgien: rien que de l'hypocrisie.

DURAFOUR LICENCIE 4 SYNDICALISTES DE POCLAIN !

Quatre militants syndicaux viennent de s'ajouter sur la liste déjà longue des militants licenciés par Durafour! En effet, trois militants CFDT des usines Poclain de l'Oise ont vu leur licenciement ratifié par le ministre du chômage alors que les inspecteurs du travail les avaient refusés. Deux ordonnances du tribunal des référés avaient même réclamé leur réintégration immédiate! Durafour «le libéral» s'entête à réprimer les syndicalistes, l'unité de tous, Câbles de Lyon, Bourgogne-Electronique, Claudel-Nestlé, etc. le fera reculer!

LUTTES OUVRIERES

PRESSE PARISIENNE

UN ACCORD CADRE PREPARE DEPUIS LONGTEMPS PAR LA FFTL

L'accord-cadre signé entre les patrons de la presse parisienne et la FFTL (cf QdP de vendredi), qui accepte les licenciements, représente une complète trahison de la lutte que mènent les travailleurs du Parisien Libéré depuis 16 mois maintenant. Mais, il se situe en droite ligne de l'attitude qu'a adoptée la direction CGT depuis le début du conflit : celle de s'opposer à toute initiative offensive des ouvriers.

C'est contre les licenciements que le mouvement démarre en mars 1975. A cette époque, Amaury décide brutalement de réduire de moitié le tirage de «Parisien Libéré». Il veut mettre en place un nouveau matériel

impliquant 40% du personnel en moins. Cela signifie : 500 licenciements et la fermeture immédiate d'une des deux imprimeries du «Parisien».

L'action s'engage aussitôt : les ouvriers licenciés

continuent de se présenter à leur imprimerie et réclament de se faire payer. Les 7 et 8 mai, les ouvriers votent la suspension de la parution et l'occupation des locaux, rue d'Enghien et rue des Petites Ecuries). Amaury échoue alors de faire imprimer son torchon en Belgique. Mais les travailleurs belges refusent le rôle de briseurs de grève. En s'opposant matériellement à la parution du journal (arrêt des rotatives, vidage des jaunes...), ils font échouer le projet. En France, les gars des NMPP, les postiers de la

Gare du Nord s'opposent à la distribution et à l'acheminement du journal. Mais, plus tard, à l'occasion du procès des syndicalistes belges et de l'inculpation de huit d'entre eux, la FFTL essaie d'empêcher la mobilisation des ouvriers du livre en France.

L'objectif de la bourgeoisie est de taille : Amaury veut démanteler l'organisation syndicale, balayer les nombreux acquis du Livre, qui représentent un obstacle à la restructuration. Il licencie 500 travailleurs...

LES REVISIONNISTES DE LA FFTL : DE LA CONDAMNATION...

Pour cela, Amaury imprime à Chartres et à St-Ouen, met sur pieds à coups de millions, son propre réseau de distribution, sous l'étroite protection des flics, des chiens et des barbelés...

La riposte ouvrière, y compris de militants du P«C»F, est grande : ils bloquent des camions qui transportent des éditions pirates, détruisent les «Parisien» interceptés. Dès cette époque, la FFTL déclare : «Les ouvriers du Livre ne sont pas opposés à l'implantation des techniques nouvelles dans l'imprimerie (...) mais, s'il faut ajuster les effectifs, nous n'allons pas nous battre maintenant pour maintenir des effectifs pléthoriques...» Voilà qui annonce singulièrement l'accord-cadre d'aujourd'hui.

L'attentat contre Cabanes l'été dernier, déclenche une série de calomnie contre les ouvriers du «Parisien Libéré». Ceux-ci reprennent les «rodéos», malgré les directives de la FFTL qui sont : plus de rodéos, seulement des actions spectaculaires (type occupation de Notre-Dame), totalement inefficaces.

Les contradictions à l'intérieur de la CGT s'avivent. Les travailleurs du «Parisien» envahissent la Bourse, ce symbole vivant du capitalisme aux cris de «non aux licenciements», les commis se ruent sur eux, faisant plusieurs blessés. Deux commissaires meurent de crise cardiaques ; la bourgeoisie s'en saisit pour lancer une nouvelle campagne. Quant au syndicat CGT de la Bourse lui-même, il «condamne la manière dont l'intervention des travailleurs du «Parisien Libéré» s'est produite» en invoquant la liberté du travail des commis d'agents de change !!

La FFTL est contrainte, en octobre, sous la pression des travailleurs, de faire paraître un «Parisien Libéré» spécial, Loïn d'être une tribune des ouvriers en lutte (comme Ouest-Licenciements édité par ceux de Caron), elle est en fait une «Humanité» mal ficelée. L'aspiration des travailleurs se trouve ainsi détournée, au profit du P«C»F.

...AU «SOUTIEN» TACTIQUE DES «RODEOS»

Après la sauvage agression des flics avec leurs chiens policiers, contre les grévistes aux Arts et Métiers, des milliers de travailleurs du Livre manifestent leur soutien aux ouvriers du «Parisien».

Là encore, la direction syndicale ne propose rien d'autre que de retourner au pied des machines et d'attendre... Elle n'est pas suivie et les «rodéos» continuent.

L'attaque surprise d'Amiens contre un élément de rotative destiné au torchon d'Amaury, suscite l'indignation de l'UD-CGT : «de telles méthodes ne sont pas dans la pratique des organisations CGT dont le passé et les mouvements revendicatifs récents montrent le soin accordé à l'outil de travail».

Mais, depuis l'intervention aux Arts et Métiers (fin 75), les révisionnistes qui dirigent la FFTL doivent changer de tactique. C'est le moment où ils pensent qu'il vaut mieux tout faire pour appuyer le mouvement des masses pour avancer vers le pouvoir. Dans cette perspective, il leur faut contrôler toutes les actions des grévistes, les organiser même. La FFTL, en janvier 76, cautionne ouvertement les «rodéos». Elle est prête à tout, même à l'illégalité ; car dans les faits, les ouvriers du Livre se démarquent de ses positions et ne tiennent pas compte de ses condamnations. Ceci ne dure qu'un temps...

NON AUX NEGOCIATIONS BIDONS !

En juin 76, lors des événements de Melun où les ouvriers sont violemment attaqués et blessés par les flics, il faudra attendre deux jours pour entendre la CGT déclarer... qu'«elle déplorait ces incidents regrettables», «Incidents», alors que les travailleurs sont encore aujourd'hui à l'hôpital !! Tandis que la bourgeoisie réprime, menaçant gravement les libertés démocratiques des travailleurs, la FFTL déclare : «Le conflit du «Parisien» est anormalement long (...), il est urgent de négocier !! Mais sur quoi ?

A l'approche des législatives de 78, le P«C»F prépare déjà le terrain. Il ne s'agit plus de lutter, mais de se donner une bonne image de marque auprès de la petite bourgeoisie : électorat en puissance. Alors, il faut bloquer toute offensive ouvrière, limiter les luttes aux journaux concernés et régler rapidement les conflits. C'est dans cet esprit-là, qu'ils ont signé l'accord-cadre avec les patrons de la presse.

Derrière tous ces revirements tactiques, le projet politique reste inchangé : c'est négocier des solutions à la crise capitaliste de l'imprimerie française, c'est préparer la gestion de cette société par et pour une nouvelle bourgeoisie.

L'accord-cadre n'est pas la victoire des travailleurs du Livre. Eh le signant, la FFTL ne peut qu'accentuer les contradictions entre ceux qui, à la direction, feront tout pour appliquer les accords de chômage, et la masse des travailleurs qui eux, refusent de se retrouver à la rue.

Véronique MONPAZIER

«OUEST-LICENCIEMENTS» REPARAIT, tiré par les grévistes de l'IMRO

Malgré l'intervention de la police à Caron Ozanne, Ouest-Licenciements continue grâce à la détermination des travailleurs de Caron Ozanne, et aussi grâce à la solidarité active des autres travailleurs qui nous envoient les bilans de leur lutte, et des travailleurs de l'IMRO qui ont accepté de réaliser ce dixième numéro sur leur outil de travail...

...Créer avec les autres travailleurs de la région en lutte contre les licenciements, un collectif dont la tâche sera de continuer la parution de Ouest-Licenciements sur les bases interprofessionnelles, intersyndicales et régionales.

Ce numéro bien que très imparfait réalisé avec les travailleurs CGT de l'IMRO sur leur outil de travail est un premier pas qui va dans ce sens. A nous tous maintenant de le développer.

Mais pour tenir le coup financièrement, il nous faut un développement important des abonnements, mais aussi de la diffusion notamment au niveau de notre région (Normandie-Bretagne).

Adresser tout soutien financier et abonnements à : Hubert Grammare 25, rue du père Sanson 14 000 CAEN

ouest licenciements

VENDEZ AU PROFIT DES GREVISTES

LES FLICS HORS DE CARON-OZANNE DEHORS LES MATRAQUEURS



USINE AUX TRAVAILLEURS



NON aux LICENCIEMENTS

LA CHAILLOTINE A CORLAY

LUTTE POUR LA REINTÉGRATION DES LICENCIÉS

Poursuivis pour «dégradation de véhicules», «violences» etc... les neuf ouvriers ex-grévistes de la Chaillotine, contre qui plainte avait été déposée, ont été acquittés par le tribunal de St Brieuc. Mais, le patron persiste à ne pas vouloir les réintégrer. La lutte doit se poursuivre pour exiger la réintégration de tous les licenciés.

Pour cela, il est également important de combattre la division entre les travailleurs, division que le patron a réussi

à créer. Ce patron, continuant à maintenir sa ligne «choc», dépose plaintes sur plaintes contre les ex-grévistes. Ainsi un autre procès est-il prévu en octobre où les ouvriers licenciés comparaitront pour «entrave à la liberté du travail». Leur avocat déclarait qu'il s'agit de «manœuvres patronales tendant à essayer de faire condamner les ex-grévistes, aujourd'hui licenciés, en juridiction pénale dans le but de prévenir les actions prud'

hommales que ceux-ci pourraient engager contre la direction pour licenciement abusif».

Pour faire céder le patron, obtenir la réintégration de tous les licenciés, il est nécessaire de créer une large unité populaire autour des travailleurs victimes de la répression. Exigeons la réintégration immédiate de tous les travailleurs de la Chaillotine licenciés !

Correspondant St Brieuc

en bref...

• HOTEL DU LOUVRE (PARIS) : 34^e JOUR DE GREVE !

Les employés de l'hôtel du Louvre, à Paris, entament leur 34^e jour de grève, pour les revendications suivantes : le 13^e mois, l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail (locaux et nourriture), la garantie de l'emploi.

L'Hôtel du Louvre ? Il fait partie de la chaîne des «Hôtels Concorde», dirigée par les frères Taittinger. Sait-on que le dernier né de la série le «Concorde Lafayette» a coûté la bagatelle de 15 milliards d'anciens francs et que le prix d'une chambre se situe pour une nuit entre 190F et 1000F ? Sait-on enfin, que les frères Taittinger travaillent aussi dans l'immobilier, le champagne ? Cela ne leur empêche pas de refuser de satisfaire toutes revendications ! Ils n'auraient pas d'argent ! Mais les grévistes ne l'entendent pas de cette oreille ! Ils sont bien décidés à lutter jusqu'à la satisfaction totale de leurs revendications !

• ETABLISSEMENTS PLANTIN A POLIGNAC (Haute-Loire), entreprise de réparations de machines agricoles) : Capital assassin !

Cette semaine, Jean-Luc Ranchon, 18 ans, est mort coincé entre plusieurs plaques de métal. Ce qui s'est passé, c'est qu'en prenant une plaque, toutes les autres sont tombées l'écrasant ainsi sous une tonne. Quelle sécurité y avait-il pour que cela puisse se produire ? Ainsi, dix jours après son embauche, Jean-Luc Ranchon aura payé de sa vie le mépris des patrons (toujours plus avides de profits) pour la sécurité des travailleurs.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

GILLES, OUVRIER DE 17 ANS, POURSUIVI PAR LES FLICS, EST ABATTU

Suite de la une

Un autre jeune montre une profonde blessure qu'il porte à la tête : «Ils m'ont rattrapé et m'ont assommé. Après, ils m'ont dit «Tu diras que tu es tombé en courant». Lui aussi est formel : les flics ont tiré dès la sortie de la fête foraine. Ce que ces jeunes ne savaient pas, c'est que Gilles, qui courait comme tout le monde, à cause des coups de feu, avait été touché d'une balle dans les reins, qu'il s'était traîné jusqu'à une pelouse, perdant son sang, que personne ne

l'avait secouru, et que c'est seulement samedi vers midi qu'un voisin, intrigué par son immobilité l'avait trouvé mort.

«Alertés, les flics préviennent les parents de Gilles. «Ils nous ont expliqué que Gilles avait été agressé par une bande de voyous qui lui avaient brisé le cou. Nous ne connaissons pas les résultats de l'autopsie, mais de toute façon, comme nous allons porter plainte, nous ferons faire une contre expertise. Ils ne s'en tire-

ront pas comme ça. Notre enfant a été assassiné.

«RAMENEZ-LES MORT OU VIF»

Pourquoi cette intervention à la fête ? La police explique qu'un conducteur d'autobus s'est présenté au commissariat en disant qu'il avait été agressé par une vingtaine de jeunes, que son véhicule avait été détérioré. Il accusait les jeunes du Vert Galant. La police a sauté sur l'occasion. En voici la preuve :

Mme La Romanie, habitante de la cité témoigne : «Le soir, nous avons eu une querelle, une affaire de famille. Quelqu'un a dû appeler la police. Nous étions dans un couloir quand les flics sont arrivés. Ma fille a été brutalisée par l'un d'eux. Elle a d'ailleurs un certificat médical. Voyant ça, j'ai poussé le flic, il est tombé. Alors, ils ont dégainé. Ils n'ont pas supporté qu'on leur résiste. Ils nous ont embarqués au commissariat, avec mon fils et ma

bru. Et dans le commissariat, j'ai entendu à leur radio : «Il y a les jeunes du Vert Galant qui sont à la fête foraine. Prenez-les morts ou vifs». Les cars sont alors partis. Le conducteur de bus était venu se plaindre peu de temps avant».

Rien ne prouvait donc que les jeunes du Vert Galant avaient agressé l'autobus. C'est une voiture de police qui les a repérés à la fête foraine, et qui a téléphoné au commissariat. C'est ce qui fait dire aux habitants de la cité qu'il y a donc eu préméditation.

Aujourd'hui, la famille de Gilles, ses copains, les familles du Vert Galant sont unanimes. Il faut souligner cette unanimité, qui passe par-dessus la division «jeune-vieux» que les campagnes anti-jeunes tentent de créer. Ils veulent que la vérité soit connue, que l'assassin soit châtié, que plus jamais, la police ne puisse se permettre de tels actes.

Eric BREHAT

Témoignages d'habitants de la cité

«Tous les soirs, les flics viennent embêter nos enfants. Ils sortent tout de suite les matraques. Si un gosse fume une petite cigarette, ils l'embarquent. Ils veulent qu'on les serre tellement qu'ils oublient d'ouvrir la bouche. Avec la vie qu'on a, moi, je refuse de leur enlever le peu de liberté qu'ils ont. Et de toute façon, on ne laissera jamais martyriser nos enfants» (Mme L., mère de famille).

«Une fois, un copain brûle un feu avec sa mobylette. Il y avait un flic de l'autre côté du carrefour. Je l'ai vu, avant de monter sur sa mobylette, enlever la lanière de son pistolet». (Un jeune).

«J'étais au commissariat, il n'y a pas longtemps. Un Algérien entre. Il avait perdu son chemin. Ils l'ont mis dehors en criant «sale bicot, fous le camp». (Un jeune).

«Dès qu'il se passe quelque chose sur St-Denis ou Pierrefite, vous pouvez être sûrs qu'ils diront, c'est le Vert Galant». (M.P., ouvrier).

«Un jeune de 18 ans a été tué, il y a quelques temps par un inspecteur de la 8^e B.T. Aujourd'hui, l'inspecteur est devenu commissaire».

QUI ÉTAIT GILLES OLIVIER ?

Une fois de plus, le journal France-Soir a tenté de faire passer la victime pour le coupable. Selon ce journal (dont les journalistes ont pourtant recueilli de nombreux témoignages), Gilles était un «délinquant, bien connu des services de police, un voyou». Il est difficile d'imaginer plus odieux.

Gilles, que ses amis appellent «Olive» avait dix sept ans. Il était ouvrier dans une entreprise de chaudronnerie. Pour ses copains, «c'était le meilleur d'entre nous, et ils l'ont assassiné». Une dame, habitant la cité d'à côté : «Je me souviens de lui, il ne me connaissait pas, et une fois, il m'a vu avec ma voiture en panne, il m'a proposé de faire mes courses, et il les faites. C'était un très gentil jeune homme».

LE PCF A DÉJÀ DONNÉ SA POSITION:



VILLE DE SAINT-DENIS

Depuis quelques temps, une escalade d'actes irresponsables s'est produite : aux jets de pierres, aux tirs au lance-pierres, s'ajoutent maintenant des tirs à la carabine, prenant pour cible les bâtiments scolaires y compris quand les élèves y sont présents. Ces agissements sont très graves, ils mettent directement en danger des enfants qui peuvent être blessés, handicapés à vie, si ce n'est plus. (...)

(...) Il n'est pas tolérable que ces agressions se poursuivent impunément. C'est pourquoi la Municipalité a porté plainte, pour qu'une enquête soit menée rapidement par la police et les coupables identifiés. Elle est convaincue cependant que si cette action déterminée est nécessaire pour mettre fin à la nuisance de quelques individus, rien ne peut remplacer la bonne volonté, le civisme et la prise de conscience de l'ensemble des habitants de la cité pour que soient protégés les équipements mis à leur disposition.

Les parents doivent savoir que la loi les rend responsables des dégâts et accidents causés par leurs enfants mineurs et que la Ville demandera le remboursement des remises en état à chaque fois que l'auteur des destructions sera connu.

La Municipalité de St-Denis

Il y a à peine une semaine, le jeune Dominique avait été tué d'un coup de carabine par un retraité de Montreuil-sous-Bois, «parce qu'il faisait trop de bruit». Ses amis se sont aussitôt mobilisés, pour dénoncer la campagne anti-jeune, pour dire la vérité sur Dominique, lui aussi traîné dans la boue par certains journaux. Depuis, la police boucle le quartier. Tout ce qu'a trouvé à dire le PCF, c'est qu'il fallait rouvrir les commissariats de quartier, pour rétablir la sécurité. Or, le meurtre de Gilles est l'œuvre des flics du commissariat de St Denis, d'un commissariat de quartier ! De plus, la municipalité de St Denis, où se trouve la cité du Vert Galant, est tenue par le PCF, et tous les soirs, conformément aux vœux du PCF, la police y patrouillait. Le résultat, c'est la mort de Gilles. L'Humanité expliquera-t-elle que c'était un provocateur, comme elle l'avait fait à propos de Pierre Overney, ouvrier de Renault assassiné par la milice de l'usine ?

«NAUSSAC VEUT VIVRE !»

Reportage bureau de presse Lyon



A Langogne (Lozère), la route de Naussac accueille le visiteur par une banderole : «Visitez la vallée de Naussac pendant qu'il en est encore temps». Puis dans la vallée au-dessus de Langogne, ce sont des dizaines de pancartes au bord de la route : «Naussac veut vivre. Paysans oui ! Chômeurs non ! Non au barrage ! La terre à ceux qui la travaillent !»

D'autres expliquent les richesses agricoles (bovins, moutons, lait) que ferait perdre à la région, la réalisation du barrage. Le projet de barrage, dans la plaine de Naussac, vieux de vingt ans, a été ressorti des oubliettes par la SOMIVAL (société de mise en valeur de l'Auvergne et du Limousin). Le lac prévu noierait toute la plaine de Naussac ; ce barrage servirait à régulariser et élever le débit de l'Allier, et, donc, de la Loire. L'argument, mis en avant par la SOMIVAL est que le lac permettrait l'irrigation, diminuerait la pollution, et favoriserait le tourisme.

ment, elles ne le peuvent pas, quand les eaux sont trop basses.

Enfin, l'armée semble s'intéresser de très près à la vallée de Naussac. Elle est venue faire de grandes manœuvres avec des autos mitrailleuses en écrasant les clôtures des champs. Récemment, un dimanche après-midi, huit auto-mitrailleuses de la légion étrangère sont venues patrouiller dans Naussac. «On se demande s'ils ne repèrent pas le terrain pour nous vider de force un de ces jours», nous a dit un responsable du comité de défense de la vallée.

Il existerait bien un autre moyen pour relever l'étiage de la Loire et de l'Allier, ce serait de faire plusieurs bar-

rages étagés dans les gorges de l'Allier. Mais ce serait trop cher, prétend la SOMIVAL. Ce qui veut dire que s'il y a expropriation à Naussac, ce serait très peu payé.

Pour les pouvoirs publics, la SOMIVAL et pour Crespin, conseiller général de Langogne et grand ami de Poniatowski, que plusieurs centaines de personnes soient contraintes à l'exil et au chômage, qu'une vallée fertile soit inutilisable, que la Lozère soit encore plus désertique, ne pèse d'aucun poids au regard des bénéfices qu'ils peuvent faire en choisissant le projet qui coûte le moins.

La résistance s'organise : un comité de défense, regroupant les paysans de la vallée, s'est constitué en 69.

INTERVIEW D'UN RESPONSABLE DU COMITÉ DE DÉFENSE

— Quotidien du Peuple : Quand a été créé le comité ?

— Il s'est créé en 1969, à partir de jeunes agriculteurs, et de jeunes qui avaient de la famille là, qui n'ont pas accepté la mort de la vallée. Comme la vallée est fertile et assez plate, elle est apte à l'agriculture et à la mécanisation. Le climat est en plus très bon. Les jeunes agriculteurs ont constitué le noyau militant du comité.

— QdP : Le projet de barrage a-t-il déjà des conséquences pour vous ?

— Oui, car, depuis que la vallée est considérée comme d'utilité publique, on

n'a plus le droit à aucun prêt ni allocation logement. Donc, c'est l'asphyxie financière des exploitations.

On ne peut pas investir, ni acheter de machines ni construire. Il y a un agriculteur qui a trois gosses, on lui a refusé le prêt à la construction. On lui a proposé d'habiter, soit dans un préfabriqué, soit à l'école.

— QdP : Quelles ont été les actions du comité ?

— Sur certaines actions, on a pu mobiliser la majorité des habitants jeunes et vieux ; il y a eu lutte contre les notables qui essayaient de récupérer certains agriculteurs, en leur disant «attention, ce

sont des gauchistes». On a réussi plusieurs mobilisations très fortes, une manifestation de mille personnes à Langogne, à laquelle les élus ont été contraints de venir.

— QdP : Vous organisez une marche ?

— La prochaine étape sera la marche des 7 et 8 août à Naussac. Le samedi soir, il y aura un meeting avec le CDJA, la CFDT, les comités d'action viticole, les paysans travailleurs, les paysans du Larzac, les Griffet, les Lip. Et le dimanche une marche. A noter que la FDSEA, le PCF et la CGT se sont retirés au dernier moment, sous prétexte que le comité n'est pas représentatif.

Or, qu'en est-il en réalité ? D'une part, la plaine de Naussac est une des rares vallées fertiles de la Lozère, grâce à ses paturages et à sa bonne exposition : les paysans y pratiquent l'élevage des bovins et des moutons, il est donc absurde de supprimer cette vallée. Près de soixante exploitations seraient soit noyées, soit trop diminuées pour vivre. Douze cents hectares seraient immergés et plusieurs centaines de personnes exilées. D'autre part, pour ce qui est de diminuer la pollution, (l'usine Michelin), le barrage ne fera que la cacher en augmentant le débit de l'Allier. Quant aux touristes, on doute qu'ils seront attirés par ce lac qui sera vidangé en été pour équilibrer les eaux basses de l'Allier, et ne sera alors qu'un vaste marécage. De plus, la retenue serait juste au-dessus de Langogne et les terrains ne sont pas sûrs (infiltration d'eaux) d'où des risques pour les habitants de Langogne.

La remontée des eaux de l'Allier et de la Loire serait en fait bien utile pour refroidir

Tour de France 16^e ÉTAPE PAU — FLEURANCE

Classement de l'étape

- 1^{er} Pollentier
- 2^e Maertens à 15'' et le peloton

Classement général

- 1^{er} Van Impa
- 2^e Zoetemelk à 3'18''
- 3^e Delisle à 9'27''
- 4^e Ricconi à 10'22''
- 5^e Poulidor à 11'42''

INTERNATIONAL

«NOUS REVENONS D'URSS AVEC DES PROPOSITIONS TRÈS TENTANTES» DÉCLARE HUSSEIN

Hussein de Jordanie revient d'URSS où il a pour suivi un voyage de onze jours. Selon lui, les Soviétiques lui ont proposé un système de missiles SAM «40 % moins chers qu'un système comparable» américain pour lequel les négociations sont rompues. «Les conditions financières sont particulièrement avantageuses» a-t-il déclaré.

Les accords entre Hussein et Kossyguine reposent sur des appréciations politiques convergentes : «Nous avons eu le sentiment d'être abandonnés par les USA en été 74 après le désengagement syro-israélien qui ignorait la question de la Cisjordanie (dont Hussein veut s'emparer)... et le second désengagement du Sinaï... qui mit en sommeil les négociations pour un règlement global... Les USA ont créé un déséquilibre entre Israël et les pays arabes du champ de bataille, notamment la Syrie et la Jordanie».

Par les propositions d'établir des réseaux SAM en Jordanie, l'URSS tente une percée dans un des bastions de l'impérialisme américain, la Jordanie de Hussein, en profitant des difficultés de la politique américaine qui ne peut à la fois soutenir à fond Israël et aider les pays arabes que les USA veulent dominer.

La Jordanie refuse la politique pas à pas de Kissinger dans laquelle elle ne gagnerait rien, alors que le règlement global, qui est la base de la politique soviétique, lui permettrait de pouvoir défendre ses visées sur la Cisjordanie. Cette alliance est une menace contre la Résistance Palestinienne.

LYON : MANIFESTATION DE SOUTIEN AUX PEUPLES PALESTINIENS ET LIBANAIS

Mercredi 7 juillet, à l'appel de la GUPS, du PCR, OC-GOP, OCR, AMFP, CFI, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées place Gabriel Péri pour soutenir la Résistance Palestinienne et les peuples libanais et libanais contre le complot impérialiste et l'agression syrienne au Liban. L'intervention en français, puis en arabe a été écoutée attentivement par les travailleurs de ce quartier populaire. Le raid israélien en Ouganda a été violemment dénoncé comme acte de piraterie internationale, ainsi que toute la publicité extasiée et complaisante qu'en a faite la presse bourgeoise. Le rassemblement est ensuite parti en manifestation dans le quartier, suivie par de nombreux travailleurs immigrés qui reprenaient les mots d'ordre. Elle s'est terminée par un appel à dénoncer sur tous les lieux de travail l'agression syrienne au Liban et à étendre la solidarité avec les peuples palestiniens et libanais par des collectes d'argent et de médicaments.

La Résistance Palestinienne. Le règlement global comme la politique pas à pas, conduit à la reconnaissance de l'existence de l'Etat d'Israël, et par conséquent, à la liquidation du combat de la Résistance Palestinienne, qui se traduit par une liquidation physique que les troupes syriennes accomplissent à Tall Zaatar, à Baalbeck, dans tout le Liban aujourd'hui. D'ailleurs, Hussein souhaite un changement de la direction de l'OLP pour

qu'elle puisse participer à un règlement diplomatique.

A coups de livraisons d'armes à l'un des régimes les plus réactionnaires de la région, la Jordanie, tandis qu'ils laissent les troupes syriennes massacrer au Liban, les Soviétiques défendent leur présence dans la région, qui suppose la liquidation de la Résistance Palestinienne.

G. CARRAT

LIGUE ARABE : DES TROUPES ARABES, POUR QUOI FAIRE ?

Hier, s'est tenue la réunion extraordinaire de la Ligue Arabe, demandée par Yasser Arafat. Au cours de cette réunion, le représentant égyptien a demandé l'envoi d'une force arabe pour «faire appliquer le cessez-le-feu». Le représentant syrien, c'est le comble, accepte cette proposition, il prétend que cette force arabe doit aller dans le même sens des troupes syriennes. Le représentant de l'OLP a mis les choses au clair : d'accord pour une force arabe, mais la première condition, c'est que cette force arabe aille secourir le camp de Tall Zaatar et débloque les autres camps assiégés. Pour l'OLP, il faut une force arabe opérante réellement, et non une force symbolique comme la précédente.

EXPOSITION SUR LE LIBAN À LIÈVIN

SOUTIEN À LA LUTTE DES PEUPLES PALESTINIEN ET LIBANAIS

La semaine dernière, s'est tenue à Calonne dans la salle de l'ancienne coopérative, située en plein coron, une exposition pour soutenir la Résistance Palestinienne et le peuple libanais. Cette exposition, organisée par la cellule du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste, de Calonne, avec la participation du comité de soutien à la Résistance Palestinienne de Lille présentait une série de panneaux avec de nombreuses photos sur l'histoire et la lutte du peuple palestinien, sur les atrocités de l'occupation sioniste.

D'autres panneaux dénonçaient l'intervention syrienne et le complot qui se déroule actuellement au Liban, expliquaient le rôle des différents impérialismes et en particulier celui de l'impérialisme français. Chaque jour, le panneau «Quotidien du Peuple» dans cette exposition faisait le point des derniers événements au Liban, mais aussi sur les luttes contre la sécheresse et les luttes ouvrières en France.

Plus d'une centaine de personnes du coron, des mineurs en activité, des pensionnés, des jeunes et beaucoup de femmes, pour la plupart ouvrières dans les usines textiles dans la région

sont venus visiter l'exposition pendant les cinq jours d'ouverture, tous les jours de seize à vingt heures. Au cours de la visite, la curiosité du début «pourquoi faites-vous ça ?» s'est transformée vite en sympathie pour le peuple palestinien, en même temps que de nombreuses questions nous étaient posées sur les objectifs de la Résistance Palestinienne, le détournement de l'Air Bus, le jeu du gouvernement français.



Dessin sur le rôle des commandos palestiniens : ils attaquent les avions israéliens et creusent un abri pour protéger le peuple, ils arrangent le camp.

D'autre fois, comme avec ces trois manœuvres du bâtiment, où cette jeune déléguée CFTD d'une entre-

prise textile, les discussions portaient sur les conditions de travail et on arrivait vite à se poser la question : «Comment s'en sortir, quel socialisme voulez-vous, comment y arriver ?»

On discutait alors sur notre programme, dont deux panneaux citaient des extraits, sur l'internationalisme prolé-

tarien et la situation au Moyen-Orient. Cette exposition a permis la mobilisation des habitants du coron pour soutenir le peuple palestinien. Témoin, la collecte, qui dans le seul coron de Calonne, a rapporté 358,50 francs. Cette collecte a été entièrement organisée par les enfants du coron, qui, dès le début, sont venus nombreux, nous poser une foule de questions sur les panneaux et les photos. Certains se sont installés dans un coin, admirent la brochure «des enfants palestiniens racontent», ou ont passé de longs moments dans la salle d'exposition à faire des dessins à partir des photos ou de ce que nous leur avions expliqué. Et on pouvait voir un petit garçon s'appliquer à écrire : «Vive la lutte du peuple palestinien», pendant qu'un autre, un peu plus âgé, demandait : «Hé, c'est les impérialistes qu'on les appelle, ceux qui ont tué les Palestiniens ?» Alors, j'écris : «A bas les impérialistes».

Palestine occupée «NOUS SOMMES DES FEDAYN POUR TALL ZAATAR»

De violentes manifestations se déroulent quotidiennement en Palestine occupée pour le soutien à la lutte que mène la Révolution Palestinienne et les forces patriotiques libanaises au Liban contre les forces fascistes libanaises et les troupes syriennes. Au cours de ces manifestations, toutes sauvagement réprimées par les forces d'occupation sionistes, les mots d'ordre les plus repris sont : «Nous sommes des Fedayn pour Tall Zaatar», «Troupes syriennes hors du Liban», «Vive la Révolution Palestinienne».

La tentative de liquidation de la Révolution Palestinienne au Liban est la

principale cause des manifestations actuelles en Palestine. Mais il y a aussi la lutte contre l'occupation, les mesures répressives de plus en plus insupportables pour les masses palestiniennes, les procès de plus d'une vingtaine de militants accusés d'appartenir à des organisations palestiniennes.

Depuis plus d'un mois, les masses palestiniennes qui vivent dans des camps en Cisjordanie et à Gaza ont commencé une grève et une occupation des locaux de l'UNRWA (organisation dirigée par l'ONU pour s'occuper des «réfugiés palestiniens» chassés en 1948 de leur terre. Cette grève est soutenue

par les fonctionnaires palestiniens de l'UNRWA et par l'ensemble de la population en Palestine. Dans la prison de Ramlah, une grève de la faim des prisonniers a commencé depuis trois semaines et l'état de santé de Monseigneur Cappuci est alarmant : il a perdu connaissance plusieurs fois dans la dernière semaine.

La lutte quotidienne que mènent les masses palestiniennes en Palestine, les manifestations de soutien au Liban qu'elles développent sont le signe de l'unité de lutte de plus en plus grandissante de l'ensemble du peuple palestinien et des peuples arabes contre le sionisme, l'impérialisme et la réaction.

21^e JOUR DE RÉSISTANCE À TALL ZAATAR

Suite de la une

La déclaration de Chamoun intervient peu de temps après la rencontre d'une délégation des formations fascistes libanaises (Phalanges, parti national libéral dirigé par Chamoun) avec le général Assad, chef de l'Etat syrien. Ce qui montre bien l'accord du régime syrien avec la partition du Liban.

Dans le reste du Liban, les combats continuent dans la Bekaa, autour de Baalbeck, que les forces d'invasion syriennes encerclent depuis une semaine. Dimanche soir, ces forces ont essayé de pénétrer dans la ville mais leur offensive a été repoussée.

Au Nord, où l'intervention syrienne est la plus marquée, les combats continuent dans la ville-mêlée de Chekka, que les Phalanges, aidées des troupes syriennes et armées par elles, ont du mal à reprendre. Dans cette région, ce sont des orthodoxes (chrétiens) qui y habitent. Des témoins arrivés récemment de cette région, racontent que les Phalanges et les Syriens massacrent la population orthodoxe, parce qu'elle est de cette confession, considérée maintenant comme ennemie, parce qu'elle s'oppose aux Phalanges.

Des dépêches Wafa (l'agence de presse palestinienne) font mention du bon moral des combattants dans toutes les régions où se déroulent les combats. Les combattants patriotiques palestiniens et libanais sont toujours déterminés à lutter, mal-

gré toutes les pertes qu'ils ont subies ces derniers jours sur plusieurs fronts.

Le Front Populaire de Libération de la Palestine a déclaré «SI LE CAMP DE TALL ZAATAR EST PRIS, NOUS POURSUIVRONS LA LUTTE POUR LA RÉALISATION DE NOTRE PROGRAMME» (la libération de la Palestine).

Les camps palestiniens, situés dans le nord et dans la Bekaa subissent des bombardements intenses de l'aviation et des chars syriens. Nahr Al Bared, camp situé dans le nord est bombardé depuis 5 jours. Cela montre de plus en plus l'engagement du régime syrien au Liban contre les peuples palestiniens et libanais.

La lutte des peuples libanais et palestiniens au Liban contre les forces réactionnaires et les troupes syriennes, est la lutte pour la sauvegarde de la Révolution Palestinienne, avant-garde de la révolution arabe ; c'est la lutte contre le plan américain dans la région qui vise la partition du Liban et la création de la confédération syro-jordano-libanaise pour régler la question du Proche Orient avec l'ennemi sioniste. Ce plan, l'Union Soviétique le soutient car à l'heure actuelle, elle ne peut s'y opposer, de peur de perdre son influence, notamment en Syrie. La lutte des peuples libanais et palestiniens est la lutte contre toute présence impérialiste dans la région, qui ne peut que proposer des solutions de capitulation aux peuples arabes.

LE PARTI COMMUNISTE POLONAIS «IL FAUT MENER UNE LUTTE DE CLASSE À MORT»

Après les manifestations de masse en Pologne contre la hausse des prix décidée par Gierk, le Comité Central du Parti Communiste de Pologne (parti marxiste-léniniste qui lutte dans la clandestinité) a lancé un appel à la classe ouvrière qui dit notamment :

«La situation économique en Pologne où domine la dictature d'une nouvelle bourgeoisie, loin de s'améliorer, ne fera que se détériorer d'année en année. Par conséquent, si la classe ouvrière s'en remettait à la propagande démagogique menée par les renégats du communisme et qu'elle agisse comme un mouton docile, la clique Gierk la dépouillerait de tout sans merci... Ce qui décidera de la victoire définitive, ce ne sera pas le compromis, ni la réconciliation des classes, mais seulement une lutte de classe à mort menée par le prolétariat contre la bourgeoisie».

INTERNATIONAL

ESPAGNE : NOUVELLES MANIFESTATIONS POUR L'AMNISTIE

Deux cent mille personnes à Bilbao. Dans toute l'Espagne des manifestations pour l'amnistie, les libertés politiques, mais aussi pour les droits des travailleurs, contre la politique de crise. La répression fasciste continue de s'abattre. Les peuples d'Espagne sont plus que jamais déterminés à lutter. «*Suarez écoute, Euzkadi est en lutte*» disaient les manifestants de Bilbao. C'est, dans toute l'Espagne que le peuple élève sa voix.

Les manifestations pour l'amnistie se poursuivent dans toute l'Espagne. Leur ampleur ne faiblit pas. A Barcelone, dimanche soir, une manifestation a été violemment réprimée. Le centre de la ville était quadrillé. A Séville, vingt mille personnes ont défilé pour exiger l'amnistie. Elles reparaissent notamment : «*Un peuple uni ne sera jamais vaincu*». Ailleurs, des manifestations ont été violemment chargées par la police qui a procédé à de nombreuses arrestations. A Madrid, la police a utilisé des matraques, des grenades lacrymogènes et elle aurait ouvert le feu dans le quartier de Carabanchel. La manifestation a néanmoins duré plus de deux heures. Des groupes de plusieurs centaines de personnes criaient «*Amnistie*», «*Liberté*». A Pamplune, les affrontements entre la police et plusieurs milliers de manifestants

dans le centre ville ont fait de nombreux blessés.

Au cours des derniers jours, de nombreuses actions de masse ont été accompagnées d'un déchaînement de la violence fasciste de la Garde Civile ; à Barcelone, samedi dernier. Dans la banlieue de Madrid, plusieurs personnes ont été blessées lors de la représen-

sion d'une manifestation des habitants d'un quartier. Ceux-ci réclamaient une passerelle pour franchir une route dangereuse où une habitante venait d'être tuée dans un accident.

Vendredi soir, à Santurce, près de Bilbao, une femme de quarante six ans a été tuée par balle par des agents de la Garde Civile déguisés en pêcheurs au cours d'une manifestation. Les peuples d'Espagne bougent et le nouveau gouvernement Suarez, comme celui d'Arias Navarro, organise une violente répression. L'Espagne de Juan Carlos, c'est toujours l'Espagne du fascisme. Mais il n'arrive plus à couvrir la voix des masses.



Le peuple apprend la vraie démocratie

Après la surprise et l'espoir, l'heure de la réflexion est venue. Et d'abord parce que ces chiffres, ces vagues de grèves incessantes, ces affrontements violents avec la police, ces barricades dressées de Palmo del Rio en Andalousie à Eibar en Guipuzcoa, ne sont pas un feu de paille. Ils sont la nouvelle, la véritable physionomie de l'Espagne.

On a vu fleurir ces derniers mois, des centaines d'associations de quartiers, celles des voisins et des ménages, les cercles culturels, les

clubs sportifs, les comités de chômeurs de Malaga, comités de pêcheurs et de paysans. On voit se concrétiser peu à peu ce mot d'ordre : «*pas une seule usine sans sa commission ouvrière !*». On a vu des femmes aller en délégation devant les mairies, avec leur parapluie ouvert, protester contre les fuites d'eau dans les maisons, ou réclamer des marchés. Les masses se sont emparées de tous les aspects de leur vie quotidienne, à l'usine et à la maison pour lutter contre les conditions qu'impose le fascisme.

Ce mois-ci verra la première Assemblée Nationale des Commissions Ouvrières, base pour une Coordination des luttes au niveau de tout l'Etat et suite logique des Coordinations déjà réalisées au niveau provincial.

Cette année, des milliers de travailleurs en lutte, enfermés dans les églises ou dans leurs usines ont ressenti à quel point était précieuse et vibrante l'unité populaire autour de leur combat : Villaverde, Getafe, Vallecas... Ils sont parfois venus par cars entiers des quartiers populaires, apporter vivres et soutien aux «*enfermés*».

Cette année, le peuple en lutte a fait l'apprentissage, dans de multiples assemblées générales d'usine ou quartiers, de ce qu'était une véritable démocratie. Et c'est justement à travers l'exercice de cette démocratie de masse, comme à travers un certain nombre de propositions de luttes que le courant révolutionnaire s'est affirmé.

Est-ce assez pourtant ? Parmi les centaines de milliers de nouveaux combattants, quel est les poids des hésitations qui empêchent d'aller au delà de la simple lutte antifasciste ? Quelle est la force, produit du fascisme, et de l'histoire, idées «*apartidistes*» ? La légitime aspiration à l'unité de la classe ouvrière, à l'unité du peuple comprendra-t-elle la nécessité d'une démarcation avec le révisionnisme, aussi bien dans les luttes que sur le projet politique, même si cela doit passer pour de la division ? Aux yeux mêmes des ouvriers conscients, combattifs, le révisionnisme est-il démasqué autrement que comme celui qui n'est pas conséquent, qui freine les luttes ?

Dans quelle mesure, une alternative politique révolutionnaire, définie par le parti d'avant garde, préservant l'autonomie prolétarienne, réussira-t-elle à s'imposer ?

CONGRÈS DES COMMISSIONS OUVRIÈRES

Dimanche dernier, s'est tenu clandestinement à Barcelone le congrès des Commissions Ouvrières. Ce congrès regroupait des délégués venus de l'ensemble de l'Espagne. Le fait principal qui s'en dégage, c'est la lutte intense entre les orientations réformistes et révisionnistes, d'une part, et l'alternative révolutionnaire d'autre part. D'après certaines sources, le congrès s'est prononcé par 282 mandats contre 68 pour la fusion avec les syndicats contrôlés par la social-démocratie et pour la «*rupture démocratique*» ce qui semble être la position des révisionnistes.

Par ailleurs, la commission permanente de l'Assemblée Générale de Catalogne s'est aussi réunie à Barcelone. Elle s'est prononcée pour une amnistie totale.

CONVENTION DÉMOCRATE A WASHINGTON

Carter : le Kennedy de la décadence ?

«*Notre pays a vécu ces dernières années une époque de désillusion et de déception en ce qui concerne notre avenir. Mais maintenant, nous allons aborder une ère de guérison où il faudra nous unir et travailler ensemble pour répondre aux difficiles questions auxquelles notre pays doit faire face*»

Tel est le message solennel que Jimmy Carter a délivré en arrivant à New York à la Convention Démocrate qui va très certainement le désigner comme candidat.

New York, siège de la Convention, est un exemple frappant des problèmes qu'évoque Carter : taudis, chômage, criminalité, tous les signes de la crise y sont apparents. Se déclarant en faillite, cette grande métropole licencie massivement ses employés : actuellement les travailleurs des hôpitaux sont en grève. Ce n'est pas un hasard si la candidature de Carter s'est placée sous le signe d'un renouveau : après la sombre période marquée par l'intervention impérialiste en Indochine, l'échec de celle-ci, le scandale de Watergate et l'aggravation de la crise sociale, Carter se présentait comme le symbole d'une ère nouvelle. Un nouveau Kennedy, puisque les «*canées noires*» ont commencé avec l'assassinat de Kennedy ? A bien des

égards, Carter se présente comme tel : démagogie, idéalisme religieux, sourire et dentition, on retrouve beaucoup d'ingrédients. Il se présente également comme fondamentalement différent de Nixon : il dit ne pas être un politicien professionnel et insiste sur ses origines de self made-man terrien qui prouverait son honnêteté. Mais le temps de Kennedy, celui où l'impérialisme US en meilleure posture se parait des couleurs de l'idéalisme, où son expansionnisme, sous couvert d'aide au Tiers Monde, proposait une «*nouvelle frontière*», est passé. Comme Kennedy, Carter s'appuie sur le vote des Noirs, mais qu'a-t-il à leur proposer, alors que les lois sur l'intégration ne sont même pas appliquées ?

Après l'illusionnisme et la débauche de promesses faites à toutes les couches de la population pendant sa campagne, Carter devra forcément être le président d'un impérialisme en crise et en difficultés.

CARTER DOIT PRÉCISER SA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

La politique extérieure a été l'enjeu dominant de cette campagne électorale. Les reproches de Reagan à Ford ont révélé les contradictions de la bourgeoisie américaine sur la politique à adopter face à l'URSS. Si dans un premier temps, Carter a pu rester assez vague sur ce point, la perspective grandissante du succès l'a obligé à préciser ses idées. Les soviétiques ayant affirmé qu'il était un «*bon candidat*», il a dû se dédouaner et affirmer qu'il était pour une négociation dans une position favorable, en prenant garde à la volonté de pénétration et d'expansion du social-impérialisme.

Pour affirmer son «*style*» en politique extérieure, il a déclaré qu'il critiquait la diplomatie secrète de Kissinger ; à cela, Kissinger a répondu que le problème n'était pas celui des méthodes, mais des choix fondamentaux. Récemment, Carter a dit qu'il n'y avait pas de divergences sur le fond de la politique extérieure : ainsi aujour-

d'hui, on peut imaginer Kissinger secrétaire d'Etat de Carter...

LA TOUTE PUISSANCE DES GROUPES DE PRESSIONS

Aux Etats-Unis, les groupes de pression des trusts et des banques (conseil pour les relations avec l'étranger, comité pour le développement économique) qui financent chaque candidature, fournissent en même temps des «*conseillers*» qui élaboreront la politique présidentielle. Aussi, Carter a beau se présenter comme un homme «*seul*», il est chargé de faire, mieux que le chancelier Ford, la politique de l'impérialisme américain décadent.

J.P. CHAMPAGNY

● MANIFESTATION ANTI-RACISTE A LONDRES : Une manifestation regroupant 10 000 personnes en majorité immigrées (notamment d'origine asiatique) s'est déroulée à Londres pour condamner la discrimination raciale en Grande-Bretagne. La police a violemment chargé la manifestation.

en bref...

● NORD-SUD : Les commissions de la Conférence Nord-Sud se réunissent à Paris à partir d'hier. Après leur échec à Nairobi et l'impossibilité de rallier les pays occidentaux sur leurs plans, les USA ont bloqué toutes les décisions d'action que pourraient prendre les commissions. Les Etats Unis tentent de bloquer la conférence Nord-Sud qu'ils ne peuvent dominer.

● LA POLICE SUD-AFRICAINE REFUSE DE LIBÉRER DES JEUNES MANIFESTANTS NOIRS : La police sud-africaine refuse toujours de libérer plusieurs dizaines de jeunes manifestants noirs arrêtés lors des soulèvements qui se sont produits récemment. Des enfants de 8 ans sont dans les cellules ignobles des prisons racistes. La justification officielle est que si on les relâchait «*on ne pourrait jamais plus les retrouver*» et «*qu'ils ne retourneraient pas à la maison*».

DANS NOTRE COURRIER

A quelle enseigne sommes-nous logés ?

UN FAIT RÉVÉLATEUR

Ce matin, en allant payer notre loyer au bureau de PHLM des CRL (cette administration ronflante, bien huilée, avec moquette dans les bureaux, couloirs, escalier et jusque dans les placards. Il nous est arrivé une histoire «comme il en arrive tous les jours», nous a dit le directeur après coup.

Nous avons mis 400F sur le bureau, pendant que la secrétaire rédigeait le reçu. Voyant l'argent, elle le ramasse aussitôt et continue son travail. Comme nous allions partir, elle nous dit : «Mais l'argent ?», alors qu'on attendait notre monnaie, elle ne trouve pas mieux que de vouloir nous faire payer le loyer une deuxième fois ! Cette inattention peut être pardonnable mais la suite, c'est autre chose. «Oui il y a assez de gens malhonnêtes, vous avez engagé la conversation pour ne pas payer le loyer». Comme la secrétaire voulait que ma femme lui rende le reçu, je le mis dans mon portefeuille, et comme je mettais le portefeuille dans ma ceinture, elle a appelé aussitôt deux hommes de main. Et, les insultes continuent : «Ce n'est pas la première fois que je suis volée». «Vous êtes tous pareils», etc.....

Comme j'habite un quartier populaire (Montrapon) et que l'on est considéré par la bourgeoisie comme les parias de la

société, je lui parlais de l'argent jeté en l'air : la moquette, partout de gros parterres de roses dans le gazon devant le bureau, des plantes vertes dans toutes les caisses et tout ceci avec nos charges !

«C'est normal que vous soyez dans des HLM comme cela parce que ce sont les gens qui ne savent pas élever leurs gosses qu'on met dedans : alors pourquoi faire des réparations

ou des ravalements de façade ?».

Nous étions avec notre dernier enfant de trois ans : «Vous tâcherez de l'élever comme il faut celui-là pour qu'il ne casse rien !» Après avoir contrôlé par quatre fois la caisse, ils s'apercevaient de deux erreurs. Mais ce n'est pas pour autant que nous avons eu des excuses.

J'espère que vous pouvez passer ma lettre dans le quotidien pour dénoncer ces abus, et ces manœuvres d'escroquerie, car si je n'avais pas gueulé, je payais une deuxième fois ! Combien d'étrangers se seront fait avoir, sans pouvoir contester, du fait de leur position !

Mr et Mme R. C.
Salutations communistes.

Que deviennent nos vieux ?

CHERS CAMARADES,

Je vous adresse matière à faire un article dans notre journal dans la rubrique courrier des lecteurs.

QUE DEVIENNENT NOS VIEUX ?

A cette question, certains vous répondront que les maisons de retraite sont des «hâves de grâce», le gouvernement se charge d'ailleurs de leur donner cette bonne conscience.

Je viens de passer un mois dans un centre de retraite et de convalescence des Alpes-Maritimes, ma condition de convalescente a été satisfaisante.

Mais pour nos vieux avec

qui j'ai discuté, la situation est dramatique.

Toute leur retraite est directement versée à l'établissement, en principe une modique somme dite «argent de poche», doit leur être versée chaque mois, hélas, ils doivent attendre le bon vouloir de l'Administration et la majorité ne touche rien...

Pas de quoi se payer un paquet de tabac ou cigarettes.

Ils sont en chambre de six et le régime alimentaire est très restreint, de la viande deux fois par semaine (bas morceaux), le soir une soupe et un fruit, seul le pain est à volonté. Combien de fois vont-ils se coucher la faim au ventre. Les soins médicaux pratiquement nœants.

J'en ai vu pleurer et réclamer que la mort les prenne au plus vite.

DES MAISONS DE RETRAITE NON DES MOUROIRS

Je tiens à dénoncer ce scandale, après une vie de travail et d'exploitation par le capitalisme. Nos vieux n'ont-ils pas droit à finir leur vie dans la dignité...

Où passent les crédits, l'argent des vignettes auto soi-disant pour améliorer la situation des gens du troisième âge ? Une fois encore c'est le prolétariat qui subit l'injustice de la société.

Mme L.R.
06 Beausoleil

A MONTRAPON
RUE HAAG

Fête Populaire organisée par le Quotidien du Peuple

13 ET 14 JUILLET
A LA MAISON POUR TOUS
À LACOMBE
TERRAIN OMBRAGÉ

Le Quotidien du Peuple vous invite à participer le 13 et le 14 juillet à une fête populaire dans le quartier de Montrapon.

PROGRAMME :

- mardi 13 juillet : bal populaire à 20 h 30 à Lacombe

- mercredi 14 juillet :

• le matin : dans le quartier de Montrapon, aura lieu le cross du Quotidien du Peuple : petits et grands sont invités à se rendre à 9 heures place Coubertin à Montrapon. Bien sûr, le cross sera placé sous le principe : Amitié d'abord, compétition ensuite.

• à partir de 14 heures, la fête commence : des stands :
- 1- stand avec les travailleurs en lutte avec des travailleurs de Bourgeois, Lip, Zenith, Bourgogne Electronique
- 2- stand avec les paysans, «La sécheresse est-elle une calamité naturelle ?»
- 3- stand avec le Comité de Lutte Contre le Chômage de Montrapon : l'unité populaire contre les saisies, les expulsions, les tutelles

- 4^e stand du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste léniniste, après le deuxième Congrès
- 5^e stand : stand anti-impérialiste : le Liban, le Sahara

- jeux pour les enfants, des histoires racontées
- film, montage-diapo
- un journal parlé avec un journaliste du QdP - à 17 heures forum : comment lutter aujourd'hui, la perspective d'un front de lutte contre la crise
- buvette, brochettes, glaces...
- repas collectif après le forum.

Venez nombreux, venez tous en famille : parents, enfants, jeunes et moins jeunes, tous seront les bienvenus.

POUR L'OFFENSIVE OUVRIÈRE
POUR L'UNITÉ POPULAIRE,
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE
CHAQUE JOUR
EN KIOSQUE

LIRE

"LA GRANDE DIVERGENCE"

d'ENVER HOXHA

On disposait déjà, en français, des grands textes rendus publics, par les camarades albanais, de la «Grande Divergence» survenue entre l'Albanie et l'Union Soviétique, en 1957, mais qui ne devait réellement prendre un caractère antagonique qu'à partir de 1960. Le recueil de textes publié par NBE, à l'initiative des camarades albanais, est d'une autre nature. Il est le premier en son genre, dans la mesure où il éclaire, de l'intérieur la crise historique du mouvement communiste international, qui allait déterminer clairement les camps de la révolution socialiste et de la contre-révolution révisionniste. Dans ces lettres ou radiogrammes échangés entre Enver Hoxha et les membres du Bureau Politique du PTA, on découvre petit à petit comment l'URSS de Khrouchtchev, après la réunion de Bucarest en juin 1960, au cours de laquelle le PTA s'était refusé à condamner le Parti Communiste Chinois, absent, sur des textes diffusés par les

soviétiques, s'est livré à des pressions de tous genres, voire même à une véritable subversion en Albanie, à seule fin de faire plier le Parti du Travail d'Albanie.

Plus encore que les menées de grande puissance dédaigneuse de l'URSS, extraordinairement apparentes dans les «minutes» des entretiens de novembre 1960 entre Enver Hoxha et Khrouchtchev, qui manifeste tout à la fois son cynisme et sa haine pour un peuple qui se refuse au chantage et à l'intimidation, le grand mérite de ce recueil de textes, pour la plupart inédits, c'est de montrer l'attitude de principe du PTA. Autant dans les lettres que s'échangent les dirigeants du PTA, on découvre l'analyse de la nature réelle du groupe Khrouchtchévien, analyse que l'histoire allait bientôt se charger de confirmer, autant, en regard, les textes publics d'alors du PTA, qui ne disent rien des pressions soviétiques, mon-

tré combien les camarades albanais ont tenu à avoir une attitude unitaire jusqu'à ce que Khrouchtchev provoque la scission du mouvement communiste international. Ainsi ce ne sera qu'une dizaine d'années plus tard que le discours d'Enver Hoxha à la conférence de Moscou de novembre 60 sera rendu public (cf. le QDP du 17.11.75) ; ce n'est qu'aujourd'hui que nous sont révélés les actes de subversion et les appels à la sédition de l'armée albanaise auxquels recoururent les révisionnistes soviétiques. Cette juste attitude des communistes albanais répondait au but fixé par le PTA et ainsi défini par Enver Hoxha : «Mettre un terme aux manifestations négatives qui affaiblissent notre unité... Ainsi seront balayées toutes les erreurs qui ont pu jusqu'à présent se faire jour. Nous restons fermement convaincus que les camarades soviétiques prendront nos critiques dans leur véritable sens. Elles sont sévères, mais

franches et cordiales». En rendant publiques en octobre 61 leurs divergences avec les communistes albanais, les révisionnistes soviétiques prirent l'initiative de la scission. Pour sa part l'Albanie allait continuer à montrer la voie révolutionnaire aux peuples du monde. Pour ce faire, elle avait avec elle la Chine Populaire. Comme le soulignait Enver Hoxha, qui célébrait l'unité sino-albanaise à l'occasion du 11^{ème} anniversaire de la République Populaire de Chine, le 30 septembre 1960. Un discours qui était jusqu'à aujourd'hui inédit, et qui, plus encore que tous les autres textes de la «Grande Divergence», est d'une étonnante actualité.

C. NOËL

E.Hoxha : «La Grande Divergence», relié plein toile, 300 pages, NBE : BP 97 75 662 Paris Cédex 14. 37 F, frais de port inclus.

PASSEZ VOS COMMANDES

FRONT ROUGE BP 68 75019 PARIS

Joindre 12 F + 3 F de port

TEXTES et DOCUMENTS
issus du
DEUXIEME CONGRES

(juin 1976)



PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste

front rouge

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCRml

Adresse postale : BP 225 75 924 Paris - Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris - Directeur de Publication : Y. Chevet
Imp. IPCC Paris - Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

**1er ANNIVERSAIRE
CAMPAGNE
D'ABONNEMENTS
EXCEPTIONNELS**

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

5 mois déjà, 9 mois où le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, emmagasiner ces nouveaux repêrages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abonnements, liée au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Compte tenu des retards actuels dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposent, le

matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus facilement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux), aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages spécialement gratuits à une revue, réduction dans des librairies..., dont nous publions la liste complète plus bas.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



- Et à un livre ou un disque au choix

- * Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
 - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
 - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
 - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



- Ismaïl Kadaré et la nouvelle poésie albanaise de Michel Métails.
- L'Antidühring, d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

* Parmi les disques :

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche) Dansons avec les travailleurs immigrés

- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le pouvoir des mots)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



- Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple),

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
 - La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
 - «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
 - La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
 - «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
 - «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
 - «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
 - Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
 - «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
 - Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
 - «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
 - Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.
 - ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
 - ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

- Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

NOM (en capitales)
Prénom
Adresse
Ville

- Abonnement normal. 300 F
- Abonnement de soutien. 500 F
- Abonnement de soutien. F

- Mode de Versement :
- En une fois.
 - En trois fois.

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix
Découper suivant le pointillé et renvoyer au
Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

BLOC-NOTES

PEUT-ON EMMENER LES BÉBÉS EN VACANCES ET À QUELLES CONDITIONS ?

A partir de un mois d'âge, les bébés peuvent voyager sans inconvénients à condi-

pour que la réhydratation soit accélérée par une perfusion veineuse de liquide.

- de voyager de préférence en dehors des périodes de canicule (il dormira sans problèmes et supportera mieux le voyage).

La fièvre : en cas de fièvre à 38-39°, le danger de déshydratation est encore plus important ; on donne de plus de l'aspirine pour bébé, et on n'hésite pas à baigner l'enfant. Ces simples mesures suffisent à faire baisser la fièvre en deux jours. Si elle persiste, si l'enfant a des nausées, vomissements, on doit consulter un médecin.

- de ne pas le couvrir de couverture... et le laisser dévêtu (sauf en pleine nuit si le temps est frais).

La diarrhée : en cas de diarrhée, c'est-à-dire plus de quatre selles par jour, ennui qui arrive souvent en vacances en rapport avec la chaleur, le changement de nourriture, parfois une intoxication alimentaire (la diarrhée peut alors s'accompagner de fièvre qui disparaît au bout de deux jours), ces moyens simples suffisent la plupart du temps :

- de ne jamais l'abandonner dans la voiture toutes vitres fermées, le temps de déjeuner par exemple.

- d'emmener une bouteille d'eau pour le faire boire fréquemment en route.

SUR LE LIEU DES VACANCES, SUR QUELS SIGNES DOIT-ON S'INQUIÉTER ?

La déshydratation : éviter d'exposer les bébés au grand soleil, ne pas trop les couvrir, les sortir tôt le matin et le soir, les mettre à la sieste en début d'après-midi. Et surtout leur donner fréquemment à boire.

Devant un enfant qui change d'attitude, devient somnolent, ou à l'inverse très agité, pousse des cris ou pleure sans raison, penser à un début de déshydratation et lui proposer à boire (du jus de fruits sucré, de l'eau), le dévêtir, lui humidifier les tempes. Ces manifestations doivent rapidement disparaître en une à deux heures. Si elles persistent, il vaut mieux consulter soit le médecin, soit l'hôpital le plus proche

Docteur QdP

INTERVIEW DE YOUENN COIC

- *Quotidien du Peuple* : Le *Quotidien du Peuple* vient de publier ton roman «Hebken». Comment définis-tu le personnage de Youenn Hebken ?

- Youenn Coic : L'histoire d'Hebken n'est pas une histoire dramatique. C'est une histoire presque quotidienne. Il n'y a pas de grand sommet. L'insurrection de 1847 a réellement eu lieu, elle s'est passée comme je l'ai racontée.

Quant à Youenn Hebken, c'est un personnage très hésitant. Finalement, il s'est laissé marcher sur les pieds les trois quarts de sa vie. Il a fallu que sa femme prenne position, harangue les types pour que ça commence à bouger. Hebken (et les autres) ne réagissent qu'à partir du moment où ils se sentent humiliés dans leur orgueil, alors qu'ils sont résignés à leur situation de misère. Cela fait partie du tempérament des gens du pays Bigouden, notamment. C'est pourquoi, il me semble important que l'histoire tienne compte des mentalités.

- *QdP* : Jusqu'à présent, tes livres portent sur des périodes assez lointaines, la conquête romaine dans «Britannicon», le XVII^{ème} siècle dans «Les Ploucs», la première moitié du XIX^{ème} dans «Hebken». Pourquoi ce choix ?

- Y. C. : C'est une sorte de déformation professionnelle : j'ai reçu une formation d'historien et j'ai été amené à faire des recherches personnelles pour aller plus loin. Le contact avec les documents m'a fait prendre conscience que dans les livres d'histoire les choses sont souvent faussées et de plus desséchées. Ces livres sont faits par des messieurs qui ont passé leur temps dans des salles d'archives, coupés de la vie. J'ai essayé de lier l'événementiel, l'économique et le social, le culturel quand c'est possible et surtout l'histoire des mentalités. Selon moi, le peuple breton a son particularisme dans l'interprétation qu'il donne aux événements qu'il vit par son histoire. Chez les Bigoudens par exemple que je connais le mieux, il est certain qu'il y a des traits particuliers : ce qui m'a frappé c'est que ces réactions du peuple breton étaient constantes à travers l'histoire.

- *QdP* : Tout en t'appuyant sur des recherches historiques, tu fais des romans...

- Y. C. : Si je donne une interprétation romanesque avec des personnages, avec des dialogues que j'essaie de rendre vivants, c'est pour rendre l'histoire accessible et atteindre les plus larges cou-

ches possibles, être lu par des paysans, des ouvriers. Je sais que je n'y suis pas vraiment encore arrivé, que des ouvriers ont trouvé que mes livres sont assez difficiles à lire. En tant qu'intellectuel, j'ai du mal à trouver un langage largement compréhensible.

- *QdP* : As-tu l'intention d'écrire des romans sur la vie et les luttes de la Bretagne d'aujourd'hui ?

- Y. C. : «Hebken» est le seul de mes livres qui soit précisément situé à une période historique. Tous les autres sont en interférence constante avec la réalité d'aujourd'hui.

Quant à écrire directement sur les problèmes actuels, je crois que d'autres sont plus qualifiés que moi pour le faire. Des militants ont écrit sur les luttes, des ouvriers et des paysans relatent leurs expériences, notamment par des pièces de théâtre, par exemple sur la guerre du lait, le remembrement, les abus du Crédit Agricole. C'est plus ou moins spontané. De mon côté, je ne suis pas suffisamment au contact des luttes d'aujourd'hui pour en parler. Il est certain que parler de l'histoire passée est une solution de facilité pour moi. Je ne me sens pas capable de faire une analyse politique de la situation présente.

- *QdP* : N'est-ce pas contradictoire avec l'affirmation du caractère actuel de tes romans ? Evoquer la conquête de la Bretagne par les Romains, sa colonisation et dire «c'est d'actualité», n'est-ce pas faire implicitement l'analyse que fait par exemple l'écrivain occitan Yves Rouquette disant : «Bretagne, Occitanie, Martinique, même combat» ?

- Y. C. : Sans aucun doute, mes livres reflètent une position politique. Mais la réalité actuelle est mouvante, difficile à saisir, elle demande une attention au jour le jour. Parler du passé me permet de refléter le présent mais d'une façon très libre. Cela autorise un certain recul. De plus, on peut aller beaucoup plus loin dans un roman qui se situe dans le passé parce qu'on n'est pas limité par les problèmes de vraisemblance : dans le présent, par exemple, on ne peut jamais mener à terme une insurrection : comment ça commence, comment ça aboutit, comment ça évolue. On peut pousser les comportements jusqu'à l'extrême. Si ça peut servir à quelque chose, c'est éventuellement à montrer des erreurs à ne pas refaire, ou des choses positives qui peuvent servir d'exemple.

recueillie par Claude ANCHER

FEUILLETON

Hebken

Conte gueux

de
YOUENN COIC

aux Éditions P.J. OSWALD

RÉSUMÉ : Le peuple de Pont l'Abbé et des environs se révolte contre les bourgeois. Ceux-ci sont près d'être jetés à l'eau...

Mais Youenn Hebken s'était faufilé sur la bordure de pierre du quai, qui avait été faite avec les blocs de l'enceinte du château des barons du Pont.

Il se mit à côté des bourgeois et les hommes arrêtaient leur marche lente.

- Ce n'est pas la peine de les mouiller, dit Youenn, à prendre un chaud et froid. Ils sont déjà trempés de peur.

Les hommes se mirent à rire. Le mur de haine était disloqué.

On les laissa partir sur un seul chasse-marée, avec leurs familles, après avoir vidé les cales des sacs de pommes de terre.

Plus tard, juste avant la marée descendante, un autre chasse-marée arriva à quai, venant de Loctudy, où ceux des féculeries l'avaient empêché de sortir de la rivière avec plusieurs dizaines de quintaux de féculé en fuite.

Vers neuf heures du matin, Youenn Hebken monta gravement les marches usées du donjon du château-mairie, puis sortit par une lucarne et grimpa sur le toit qui n'avait plus ni machicoulis ni même de couverture : il planta entre deux pierres un immense drapeau rouge, qui claqua aussitôt

dans le vent, fier comme une voile de navire triomphant de la tempête.

Quand il redescendit, Pont l'Abbé vivait une fête intense.

Les gens étaient tous dans la rue, et des groupes mêlés d'hommes, de femmes, de gosses, paysans, artisans, allaient de porte en porte, distribuant le grain, les pommes de terre et la féculé.

Déjà, quelques-uns étaient ivres de boisson, et plus seulement de victoire. C'était mauvais signe.

Les gardes nationaux n'avaient pas fait le moindre geste pour défendre la légalité. Ils se promenaient significativement, l'uniforme à l'envers, c'est-à-dire montrant leur doublure et la crosse en l'air.

Les gendarmes se cachaient.

Le pont était gardé et fermé par une barricade de charrettes. Et des paysans montaient la garde avec les artisans. On avait dépêché des gardes à cheval du côté de Brengall et même vers la route de Tréméoc, de façon à ne pas se laisser surprendre.

Les canons des garde-côtes, qui dataient de l'empire montaient la garde à l'embouchure de la rivière, du côté de Loc et de l'île Tudy.

Le pays bigouden se donnait un grand rêve. Il était libre. Des bourgeois, qui l'exploitaient, sauteurs, féculiers, propriétaires, juges, notaires, maires, et de l'administration départementale qui le tracassait avec ses lois et ses règlements sous-peine-de-prison.

Il n'était pas difficile de deviner comment tout ça allait finir. Tout le monde le savait, mais personne ne voulait y penser.

Vers cinq heures de l'après-midi, on sut que les divisions envoyées par le préfet venaient rétablir l'ordre.

A sept heures, elles traversaient Lambour, morne, silencieux. Une cinquantaine de révoltés étaient sur le pont, derrière la barricade. Ils tirèrent des coups de feu en l'air, mais ils n'osèrent pas fusiller l'armée pour de bon.

A huit heures, le colonel Lanzy était sur le perron du château, et envoyait ses colonnes dans toutes les directions, pour arrêter quiconque paraissait menacer l'ordre public.

A neuf heures, Pont l'Abbé était sous le couvre-feu.

Tout était fini.

A onze heures, la veillée silencieuse et craintive fut brutalement interrompue.

Un tocsin terrible commença à résonner dans la ville. Les gens ouvrirent doucement les fenêtres pour écouter.

Ce n'était pas possible... Cela venait de Lambour.

L'église Saint-Jacques, l'église des bonnets rouges, l'église du cahier de 89, l'église désaffectée, l'église sans clocher, donnait un bal révolutionnaire. Youenn Hebken était sonneur !

FIN

LA SIGNIFICATION DU 14 JUILLET

(2)

par Camille NOEL et Vincent DAUMONT

Marat, dans *l'Ami du Peuple* du 18 novembre 1789 appelait les classes populaires à la résistance après le vote de la loi électorale censitaire, qui bafouait des principes votés trois mois plus tôt :

«Ainsi, la représentation devenue proportionnelle à la contribution directe remettra l'empire entre les mains des riches ; et le sort des pauvres, toujours soumis, toujours subjugués et toujours opprimés, ne pourra jamais s'améliorer par des moyens paisibles. C'est là sans doute une preuve frappante de l'influence des richesses sur les lois. Au reste, les lois n'ont d'empire qu'autant que les peuples veulent bien s'y soumettre ; et, s'ils ont brisé le joug de la noblesse, ils briseront de même celui de l'opulence».

LA CÉLÉBRATION DU 14 JUILLET, A PARTIR DE 1879

C'est en janvier 1879 que la bourgeoisie française a définitivement organisé ce «culte réactionnaire des grands souvenirs de 89» dont parlait Marx, à la veille de la Commune.

Cette année-là, le mouvement français exsangue après le massacre des Communards, renaissait de ses cendres, et, au Congrès Ouvrier Socialiste de France, à Marseille, il décidait de son autonomie politique d'avec les partis radicaux ou progressistes de la bourgeoisie. Celle-ci s'inquiétait de voir le prolétariat français chercher à ériger son propre parti de classe, car cette volonté du prolétariat se manifes-

ta au moment même où, Française, destiné à rallier le prolétariat à la bourgeoisie qui l'exploite.

LES RÉFÉRENCES À 89 ET LEUR INFLUENCE AU SEIN DU MOUVEMENT OUVRIER

Ainsi, parce que la bourgeoisie française avait mené avec une rare fermeté sa révolution en s'appuyant sur les couches populaires pour pousser jusqu'au bout ses revendications démocratiques, il lui a été ensuite possible de créer, au sein du mouvement ouvrier français, un large courant réformiste de collaboration de classe qui, de fait, ramenait la révolution pro-

République, que les «socialistes» engagèrent le prolétariat français dans la boucherie interimpérialiste de 14-18 ; c'est en se référant à la *Déclaration des Droits de l'Homme* et au contenu démocratique de la Révolution Française que le PCF voulut justifier devant le prolétariat sa dénonciation des combats des peuples coloniaux, en 1936 comme en 1945. (voir QdP du 14 au 27 juin, «Le Front Populaire»). Le 14 juillet et les références à la révolution de 89 sont donc, fondamentalement, pour notre bourgeoisie, l'occasion de tenir force discours mystificateurs sur «l'unité nationale» au service de sa dictature.

Le tribunal révolutionnaire créé le 17 août 92.



tant au moment même où, voyant s'ouvrir devant elle une phase possible d'expansion économique, la bourgeoisie allait recourir à une exploitation accrue des masses. Or, le recours à des formes plus souples de répression, destiné à masquer ce renforcement de l'exploitation, et autorisé par le départ de Mac Mahon, s'avère décidément insuffisant, pour obtenir un large consensus national, fondé sur la résignation du prolétariat à sa propre exploitation. Alors que l'on grave, aux frontons des mairies, «Liberté, Egalité, Fraternité», mais que les droits syndicaux par exemple, n'existent pas, la bourgeoisie fait tenir aux enfants, par ses instituteurs, des récits édifiants sur «l'amour de la patrie des volontaires de 92» et elle forge tout un discours sur la Révolution

létarienne à un simple prolongement des traits radicaux de la révolution bourgeoise. En conséquence, se trouvait effacée la frontière de classe entre le prolétariat et l'aile progressiste de la bourgeoisie, unis par une même tradition jacobine commune. Ce courant était illustré par les positions social-chauvines et opportunistes de Jaurès.

Ce courant a été d'une réelle importance dans l'histoire du mouvement ouvrier français, puisque c'est au nom de la «mission civilisatrice de la France de 89» que les «socialistes»-Jaurès voire même Jules Guesde ne dénoncèrent jamais, quant au fond, l'expansion impérialiste de la France ; c'est en invoquant les Volontaires de 92 se por-

tant aux frontières de la La réponse du prolétariat à ces discours du 14 juillet, ce fut, hier, le 18 mars 71 et la Commune de Paris, première révolution prolétarienne, qui répondait aux caractéristiques que Marx fixait pour toute révolution socialiste : «La révolution sociale ne peut pas tirer sa poésie du passé, mais seulement de l'avenir. Elle ne peut pas commencer avec elle-même avant d'avoir complètement liquidé toute superstition à l'égard du passé. Les révolutions antérieures avaient besoin de réminiscences historiques pour se dissimuler à elles-mêmes leur propre contenu. La révolution doit laisser les morts enterrer leurs morts pour réaliser son propre objet».

De la déclaration des droits de l'homme de 89 à celle de 93 :

LA FORCE DE LA POUSSÉE POPULAIRE

L'ALLIANCE NÉCESSAIRE AVEC LES MASSES POPULAIRES

La Déclaration porte également l'empreinte de la nécessité pour la bourgeoisie de se concilier les masses populaires. Menacée par les premières insurrections paysannes qui ébranlaient l'équilibre de son jeune pouvoir, elle dut accorder en principe un certain nombre de droits donnant l'illusion d'une liberté universelle. Il en est ainsi, par exemple, pour tout ce qui concerne les libertés fondamentales (liberté d'expression, de pensée, de réunion, de presse etc...). Mais il s'agit bien d'une illusion : soit que le texte lui-même précise les limites imposées à l'exercice de ces libertés ; soit que le gouvernement se soit chargé, dans la pratique, de montrer de quelle façon il entendait les contenir, dans l'intérêt de la nouvelle classe dominante.

LES LIMITES DES LIBERTÉS DE 89

Les limites contenues dans le texte paraissent presque naïves. Qu'en est-il de la liberté d'expression lorsque l'article 10 précise que la manifestation des opinions ne doit pas troubler «l'ordre établi par la loi» ? Que deviennent les libertés de pensée, de presse et d'association lorsque l'article 11 affirme : «tout homme peut parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi... elle-même votée par la bourgeoisie ! Que devient même l'égalité lorsque les distinctions sociales sont subordonnées à «l'utilité commune» (article premier), c'est-à-dire à la division capitaliste du travail ? Pour les constituants, «l'égalité» ne devait pas entraver l'instauration des nouveaux rapports de production, la division entre exploités et exploités.

Dans l'exercice du pouvoir, la nouvelle classe dominante montre rapidement que pour elle, un papier ne pesait pas bien lourd à côté des nécessités de défendre ses intérêts de classe.

A la proclamation de l'égalité des droits répondit comme un écho une décision

de l'Assemblée constituante en date du 14 septembre 1791 : les hommes de couleur ne peuvent être considérés comme des citoyens.

- Liberté d'association ? Le 14 juin 1791, la loi Le Chapelier - après une période d'agitation à Paris - interdit aux ouvriers le droit de s'associer et de se coaliser pour défendre leurs intérêts, et ceci au nom de... la liberté du travail.

- La loi expression de la volonté générale ? (l'article 6 proclamait en outre : «tous les citoyens ont le droit de concourir personnellement ou par leurs représentants à sa formation»). La loi électorale du 22 décembre 1789 excluait pourtant les «citoyens passifs» (les plus actifs politiquement !), soit trois millions d'hommes payant une contribution inférieure à trois journées de travail. La France électorale était réduite à 4,3 millions de citoyens «actifs», qui éleisaient moins de 50 000 «électeurs» (propriétaires ou jouissant d'un bien évalué à la valeur locale de 150 à 200 journées de travail), qui eux-mêmes choisissaient les députés (il fallait pour pouvoir se présenter à cette dernière étape, posséder une propriété foncière et payer une contribution directe de 50 livres).

- Une force publique instituée à l'avantage de tous ? (article 12). Pourtant le 12 juillet 1791, la garde nationale bourgeoise tira sur le peuple assemblé au champ de Mars pour réclamer la République après l'événement de Varennes (tentative de fuite du roi vers l'étranger).

Au-delà des proclamations redondantes, les gouvernants démontraient une volonté plus terre à terre : limiter la liberté du peuple aux intérêts de la classe qu'ils représentaient.

«LE DROIT À L'INSURRECTION» I LA POUSSÉE POPULAIRE ET RÉVOLUTIONNAIRE DE 1793

Pourtant les masses populaires - composées essentiellement de petits commerçants et artisans à la ville, et de petits paysans à la campagne - s'emparèrent du texte bourgeois pour s'organiser et

tenter de faire aboutir leurs revendications propres. Ainsi, à Paris, comme dans la plupart des grandes villes, les sections furent le cadre politique à l'intérieur duquel le peuple mit en pratique le principe énoncé à l'article 6 : «la loi est l'expression de la volonté générale» ; réunis en assemblées générales puis en sociétés sectionnaires - lorsque la bourgeoisie tenta de limiter la fréquence de ces assemblées - les hommes et femmes des sections discutaient de tous les problèmes politiques et sociaux du moment, des textes de loi présentés ou votés par la Convention. En outre, la multiplication des clubs pendant cette période permit aux gens de se regrouper selon leurs affinités politiques.

Le peuple s'organisait, ses revendications autonomes - entrant dans une certaine mesure en contradiction avec la politique de la bourgeoisie - s'affirmaient. Durant tout l'été et l'automne 1793, la poussée populaire déferla sur la France révolutionnaire. La Déclaration des droits de 1793, préambule à la nouvelle constitution, votée le 24 juin 1793, fut par certains aspects le reflet de cette poussée. Elle affirmait, à la différence de la précédente, les droits au travail, à l'assistance et à l'instruction ; elle reconnaissait surtout le droit à l'insurrection, tandis qu'en 89, un vague droit de «résistance à l'oppression» (article 2) avait été institué, pour justifier les insurrections antérieures dirigées essentiellement contre les forces féodales.

Ainsi, en reconnaissant à tous les individus l'égalité juridique, en proclamant l'égalité, la liberté et la souveraineté nationale, la Déclaration de 89 avait fait prendre conscience aux masses de la possibilité de s'organiser pour faire aboutir leurs revendications sociales et politiques.

Que le comité de salut public robespierriste puis la réaction thermidorienne, aient remis en cause les conquêtes populaires ne retire rien à l'affaire : le peuple avait désormais conscience de son existence politique et de ses droits.

Vincent DAUMONT

Camille NOEL